



## SOMMAIRE

- 1 **Éditorial / Marcel Spisser**
- 2-7 **La faute aux manuels scolaires ? / Marcel Spisser**
- 8-11 **Vidéoconférences avec des étudiants japonais / Marcel Spisser**
- 12-19 **Les rendez-vous de l'AMAM**
- 20-21 **La page du Mémorial / Sabine Bierry et Guillaume Pellenard**
- 22-33 **DOSSIER : La bataille de France / Jean-Marie Montavon**
- 34-43 **La petite oasis française / Zoé Maslenikova**
- 44-45 **Nos amis normands : des pommes... et un colloque / Jean Bézard**
- 46-47 **La Coupole, centre d'histoire du Nord-Pas-de-Calais / Jean-Michel Roth**
- 48 **Les morceaux choisis / Alain Lamassoure**
- 
- I à IV **FICHES PÉDAGOGIQUES À l'école nazie sous l'annexion en Alsace-Moselle / Marcel Spisser**

## Les Alsaciens de Lidice !

Dans nos Académies le CNRD (Concours National de la Résistance et de la Déportation) suscite chaque année, depuis sa création en 1960, de l'enthousiasme pour des travaux de recherches historiques auprès de collégiens et lycéens — quelque 40 000 inscrits cette année — entraînés par leurs professeurs, généralement d'histoire, mais pas uniquement. Pour les candidats il s'agit de réaliser une synthèse sous forme d'une plaquette, d'un film ou d'une exposition sur un thème, certes donné à l'échelon national, mais qu'il faut décliner à l'échelle régionale en argumentant avec des exemples trouvés dans les archives, les journaux ou recueillis auprès des survivants, hélas de moins en moins nombreux (voir Courrier du Mémorial n° 38 p.12 à 16). Pour l'année scolaire 2021-2022 le thème retenu s'intitule *La fin de la guerre, les opérations, la répression, les déportations et la fin du III<sup>ème</sup> Reich (1944 - 1945)*.

Afin d'aider les candidats dans leurs recherches, le Mémorial de la Shoah a pris l'habitude d'éditer chaque année une plaquette d'une quarantaine de pages, sorte de guide pédagogique, pour orienter leur démarche. La lecture de ce fascicule, version 2021, vient de provoquer l'indignation des enseignants alsaciens, mosellans et vosgiens : la France du Nord-Est n'y figure pas et encore moins les provinces annexées, rien sur la poche de Colmar ou l'opération *Nordwind*, rien sur les opérations allemandes *Waldfest* (planification de la « terre brûlée » au pied des Vosges), rien sur l'éradication sanglante des maquis vosgiens, sur les déportations du Rabodeau, sur les rigueurs des dernières incorporations de force et les mesures de rétorsion sur les familles, rien sur la tragédie des camps et les dernières exécutions avant les marches de la mort... Rien ! Ah si, une photo : un incendie avec des SS debout au premier plan. Légende : « Soldats allemands et alsaciens devant une maison en feu du village d'Oradour sur Glane le 10 juin 1944, crédit : Mémorial de la Shoah ».

Stupeur et révolte dans les régions concernées ! Il ne s'agit pas de nier la présence d'Alsaciens à Oradour et c'est d'ailleurs bien mis en évidence au Mémorial de Schirmeck. Mais la moindre honnêteté exige d'expliquer les raisons de leur présence, de montrer en quelques lignes la mise en place de l'incorporation de force en Alsace-Moselle et son corollaire la loi de la *Sippenhaft* qui établit la responsabilité collective, donc la déportation, de toute une famille en cas de refus ou de désertion des réfractaires.

Mais la manipulation ne s'arrête pas là. Dans un premier temps, on demeure certes admiratif devant le surdoué qui, dans un groupe de soldats, tous revêtus du même uniforme SS, réussit à identifier des Alsaciens. Admiration vite tempérée quand une analyse sérieuse du document nous révèle que la photo montre en réalité la destruction de Lidice en Tchécoslovaquie le 10 juin 1942. Un crime certes commis par une division SS mais bien avant l'incorporation de force des Alsaciens Mosellans le 25 août 1942.

On comprend dès lors les réactions indignées de nos professeurs et associations mémorielles (voir ci-après p.2 à 7). ■

Marcel Spisser,  
président de l'AMAM



La photo incriminée (ci-dessus) présentait des soldats nazis à Lidice en juin 1942, et non pas Oradour. Elle a maintenant (suite à notre intervention) été remplacée par une photo d'un bâtiment ruiné, prise à Oradour © DR

C'est par une plaquette de 39 pages, éditée par le Mémorial de la Shoah en collaboration avec l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale, que le scandale est arrivé en Alsace-Moselle. Cette publication censée être un outil pédagogique pour les candidats au CNRD (Concours National de la Résistance et de la Déportation) porte en elle un double péché originel :

- Elle fait l'impasse sur tout l'Est de la France. Le thème en est la *Fin du III<sup>e</sup> Reich avec les ultimes opérations, répressions, déportations* ; il ne s'est apparemment rien passé en Alsace-Moselle à ce moment-là, à en croire le silence de la plaquette.
- La seule mention des Alsaciens se trouve dans la légende d'une photo censée représenter le massacre d'Oradour où on signale la présence de SS alsaciens. Pas la moindre allusion à la cause de leur présence ni à l'annexion de fait des provinces de l'Est (voir Éditorial ci-devant).

L'indignation fut unanime parmi les professeurs destinataires de la plaquette et parmi les associations mémorielles. Ce fut un choc et un sentiment d'injustice, un choc qui devint une révolte quand, quelques jours plus tard, l'analyse du document révéla qu'il s'agissait d'un faux. La photo ne représentait pas Oradour mais le massacre du village tchèque de Lidice deux ans plus tôt donc bien avant l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans ! Beaucoup d'enseignants, parmi les plus

assidus du concours, envisagèrent de le boycotter cette année. Une décision délicate car certains élèves avaient déjà commencé leurs recherches. Après bien des rencontres, des débats et des échanges de mails on décida, dans un premier temps, d'envoyer aux auteurs de la plaquette un courrier leur expliquant nos griefs. Expédié le 20 octobre 2021, il porte les signatures de 14 associations de transmission de l'histoire et de la mémoire — dont l'AMAM bien sûr — avec le soutien de sept historiens et chercheurs de renom.

La lettre n'est pas restée sans réaction. En catimini la photo de la version numérique de la plaquette a été changée ; elle montre désormais un bâtiment du village de la Haute Vienne martyrisé, avec une légende appropriée (« Le village martyr d'Oradour, victime de la division SS *das Reich* »). L'inspecteur général d'histoire-géographie, Tristan Lecoq, précise en outre qu'un feuillet volant mentionnant l'erreur sera inséré en page 18 dans les plaquettes imprimées. Par ailleurs il ne s'oppose pas à un enrichissement de la présentation du CNRD en ajoutant des éléments sur les importantes opérations militaires, les répressions contre les résistants et les déportations dans les trois départements annexés de fait, des ajouts que l'on retrouverait sur le site internet de l'académie de Strasbourg. Des réunions sont prévues dans ce sens entre les initiateurs de la lettre, le rectorat et les inspecteurs pédagogiques d'histoire.

Dans les faits, on se rendit vite compte que la pauvreté de la plaquette sur les événements de nos régions n'était que le reflet de la pauvreté de nos manuels scolaires. Du coup voilà relancé le vieux débat sur les déficits de nos manuels. Déjà en 2015 le député de Saverne Patrick Hetzel, ancien recteur de l'académie de Limoges, dans une lettre à la Ministre de l'Éducation Nationale, Najat Vallaud-Belkacem, plaidait pour une plus grande visibilité de l'histoire de l'Alsace-Moselle dans les manuels scolaires et notamment du destin tragique des quelque 130 000 incorporés de force (DNA du samedi 2 avril 2016) : « Le passé de ces deux territoires qui ont subi l'annexion et l'occupation allemande entre 1939 et 1945 ne figure que très peu dans les programmes, relevait-il. Ce manque historique et éducatif fait que nos jeunes générations ne connaîtront jamais les conditions particulières de traitement de ces régions. » Le député terminait son courrier en demandant à la ministre « quelles mesures » elle comptait prendre afin que « les oubliés de l'histoire », dont font partie les Malgré-nous, puissent être inclus dans les prochains programmes scolaires. La réponse de la ministre rappela au député qu'elle n'avait « ni la vocation ni le droit de prescrire ou d'interdire le contenu des manuels scolaires ». En revanche c'est le Conseil Supérieur des Programmes (CSP), à qui elle transmettait cette doléance, qui avait ce pouvoir. C'est vrai mais c'est précisément ce CSP, dont les membres sont nommés par l'exécutif, qui avait élaboré les programmes en vigueur, ceux de 2010, les plus désastreux jamais imaginés. Jusqu'à cette date, les élèves des

lycées avaient trois années scolaires pour parcourir, plus ou moins chronologiquement, les grands moments de l'histoire de l'humanité. Ce parcours fut réduit à deux années, l'histoire ayant disparu du programme des terminales scientifiques. Les éditeurs de manuels doivent condenser en deux volumes le contenu de trois, donc élaguer... élaguer d'autant plus que les horaires hebdomadaires étaient eux aussi amputés.

La comparaison du contenu des manuels scolaires d'avant et d'après la réforme de 2010 permet d'évaluer l'ampleur des dégâts :

- Avant la réforme, les manuels consacraient en moyenne une double-page (voir ci-après p.4 et 5) à l'Alsace-Moselle pendant la deuxième guerre mondiale. L'élève y retrouvait l'essentiel à travers l'étude de documents fort pertinents, sur l'annexion de fait : la violation du droit international, la défrancisation systématique, la germanisation par la terreur et surtout l'incorporation forcée des jeunes alsaciens-mosellans... et enfin la libération.
- La page 6 ci-après montre ce qu'il reste de tout cela dans les nouveaux manuels après 2010 : une demi-ligne ! « Le pays, amputé de l'Alsace-Lorraine, est coupé en deux. »

On ne saura rien d'autre sur l'Alsace-Moselle, vraiment rien... et, en prime, une grave erreur géographique : il s'agit de l'Alsace-Moselle et non de l'Alsace-Lorraine ! Conclusion : les nouveaux programmes engendrent forcément de nouveaux manuels où l'histoire régionale passe le plus souvent à la trappe.



En 1942, Reinhard Heydrich (portrait en haut à gauche), chef de l'Office central de sécurité du Reich « protecteur du Reich » en Bohême-Moravie, est abattu à Prague par des résistants tchèques venus de Londres. En représailles, les SS s'attaquent à la population du bourg de Lidice (1483 habitants), soupçonnée d'avoir hébergé les coupables : tous les hommes sont fusillés sur la place du village, les femmes et les enfants déportés et le village rasé © DR

Reste un dernier rempart contre l'oubli : le profond bon sens de nos professeurs d'histoire. Il est vrai qu'en France ils ont une grande liberté et avec une profonde pertinence ils interprètent, souvent avec la complicité de leurs corps d'inspection, les programmes en y incluant les exigences de notre histoire régionale ; ils le font avec intelligence, conscience et efficacité. Merci à eux.

Ces amputations successives et des horaires et des contenus de l'enseignement de l'histoire ne font cependant pas le malheur de tous. Elles ouvrent au contraire une voie royale à nos groupuscules de pseudo-historiens régionaux qui inlassablement s'efforcent de gommer Hansi de notre patrimoine culturel, de faire passer la défaite de 1870 pour un retour à la mère-patrie et d'ériger le collaborateur Rossé en héros de la résistance, etc. Leur vision révisionniste est certes facilitée par les défaillances de nos programmes et aussi par la disparition des derniers survivants mais elle se heurtera toujours au Mémorial Alsace-Moselle, véritable « vaisseau amiral » de notre histoire du XX<sup>e</sup> siècle qui ainsi remplit pleinement le rôle assigné par ses pères fondateurs, « un signe fort d'un siècle fou » disait J.L. English, révélant une histoire trop ignorée, trop cachée, trop étouffée et, pour certains, falsifiée. On comprend dès lors l'engouement de nos professeurs pour ce Mémorial. ■

Marcel Spisser,  
Inspecteur d'histoire-géographie honoraire

## Dossier L'Alsace-Moselle annexée (1940-1944)

L'Alsace-Lorraine est annexée de fait par l'Allemagne dès 1940, en violation de la convention d'armistice qui était censée préserver l'intégrité territoriale de la France. La Moselle reprend son nom allemand de *Lothringen*, Lorraine, et est rattachée au *Gau* (région) Westmark avec la Sarre et le Palatinat. L'Alsace est rattachée au *Gau* de Bade, dirigé par un nazi de la première heure, Robert Wagner.

Les populations sont soumises à une intense politique de germanisation. Une ordonnance du 26 août 1942 instaure le service militaire obligatoire des jeunes Alsaciens et Mosellans dans l'armée allemande (*Wehrmacht* ou *Waffen-SS*). Sur 130 000 incorporés de force, 30 000 à 40 000 périssent au combat et plus de 10 000 des suites de leur détention dans les camps soviétiques.

### 1 Une politique de défrancisation systématique

Services de la mairie de Colmar, 13 mai 1941

#### Au district de Colmar !

Il y aura bientôt un an que l'Alsace est devenue allemande.

Dans le district de Colmar, il y a aujourd'hui un fort pourcentage d'habitants actifs dans le Parti ou dans une de ses organisations. La majorité de la population se déclare fidèle et consciente de ses obligations à l'égard du peuple allemand et de son Führer. [...]

À côté de cette œuvre de construction, on trouve cependant aussi une petite clique de bavards, de chicaniers et de méchants imbéciles qui refusent ou rouspètent contre tout ce que leur cerveau limité ne veut pas comprendre. Leur contribution à l'assainissement de la situation dans tous les domaines de la vie consiste à persifler méchamment, à porter des insignes français et des casquettes leur obscurcissant la cervelle (les soi-disants bérets basques), à recourir en public à la langue française, qu'en plus ils parlent mal, et à écouter les services de renseignement ennemis.

Nous avons toléré ces choses pendant six mois. C'est terminé. À partir du 15 mai, quiconque parlera français en public, portera un béret lui obscurcissant la cervelle, pesterà à l'entreprise, au café, dans le train, dans la rue contre le Parti, l'État et le Führer sera arrêté et envoyé en camp de concentration. La gendarmerie, la police et les membres du Parti sont chargés de mettre en œuvre ces dispositions dans leurs domaines de compétence. [...]

Heil Hitler !

Le chef de district.

Archives municipales de Colmar.



### 2 « Dehors, le bric-à-brac français »

Cette affiche de propagande de 1940, signée Alfred Späty, est imprimée au journal *Straßburger Neueste Nachrichten* et placardée sur les murs de Strasbourg, Colmar et Mulhouse. On distingue à l'arrière-plan le clocher de la cathédrale de Strasbourg.



### 3 La germanisation de l'espace public

La défrancisation des façades (*Entwelschung der Fassaden*) est rendue obligatoire par une ordonnance du 27 juillet 1940. La place Kléber prend ainsi le nom de *Karl Roos*, autonomiste alsacien exécuté pour espionnage par la France en 1939.



### 5 La libération de Strasbourg (23 novembre 1944)

La 2<sup>e</sup> DB (division blindée) fut en première ligne dans la reconquête de l'Alsace. Après avoir libéré Strasbourg, son chef, le général Leclerc, passe ses troupes en revue place Kléber.

### 4 L'incorporation forcée des jeunes Alsaciens et Mosellans : les « Malgré-nous »

Les jeunes Alsaciens et Mosellans sont contraints de servir dans la *Wehrmacht* à partir d'août 1942, en violation de la convention de La Haye de 1907 qui interdisait l'incorporation de la population d'un territoire occupé. Ils seront appelés « Malgré-nous » par la suite, comme l'avaient été avant eux les Alsaciens-Lorrains mobilisés dans l'armée allemande en 1914-1918.

#### 23 octobre 1943

Effarante et terrible nouvelle : les conseils de guerre compétents ont condamné à la peine de mort trois jeunes gens soustraits au service militaire.

#### 26 octobre 1943

Nouvel avis aux déserteurs : « Quelques Lorrains qui voulaient se soustraire au service militaire ont été arrêtés en France. Ils ont été livrés à l'autorité militaire pour être traduits devant un Conseil de guerre ». Chantage ou vérité ?

#### 7 novembre 1943

On fête les héros de cette guerre dans nos communes et toutes les familles qui en ont un sont tenues d'y assister. Je prends les journaux de ces trois derniers mois et fais le compte des Lorrains tombés à l'*Ostfront*. Leur nombre s'élève à cent quatre-vingt-cinq pour la Moselle... Ô honte des pères et des mères de s'entendre dire que leurs enfants sont tombés du « *Heldentod* » [la mort des héros] pour leur « *Gauleiter Führer* », leur rage de voir la mémoire de leur fils saluée par ceux-là qui les avaient insultés et battus dans la rue parce qu'ils parlaient français et portaient le béret !

Adrien Prinz, *Chronique lorraine (1940-1944)*, cité par Henry Rouso, *Les Années noires*, Gallimard, 1992.  
1. Front de l'Est.

### Pistes de travail

1. De quelle façon les nazis cherchent-ils à intégrer l'Alsace-Moselle dans le Reich ? (doc. 1 à 3)
2. En regardant attentivement cette affiche, pouvez-vous identifier les symboles français balayés par la propagande nazie ? (doc. 2)
3. Quelle a été le sort réservé aux incorporés de force dans l'armée allemande durant la guerre ? (doc. 4)
4. Quel rôle le général Leclerc a-t-il joué dans la libération de la France depuis 1940 ? Pourquoi la libération de Strasbourg est-elle devenue l'un des grands symboles de la Libération ? (doc. 5)

#### Pour conclure

D'après vous, comment les populations d'Alsace et de Moselle ont-elles vécu les années de guerre ?

## DOSSIER

### La France de l'armistice

Le pays, amputé de l'Alsace-Lorraine, est coupé en deux parties...

**On n'apprendra absolument rien d'autre sur l'Alsace-Moselle pendant la guerre.**



L'incorporation de force © DR



Pesée et distribution du pain quotidien à Tambov © DR



Les deux Gauleiter Joseph Bürckel et Robert Wagner © DR



La résistance alsacienne © DR

## Vidéoconférences avec des étudiants japonais



De gauche à droite : Mme Junko Tokué, directrice du Centre européen des Japonais en Alsace, Mme Sabine Bierry, directrice du Mémorial, Mme Kumiko Klee, interprète, M Marcel Spisser, président de l'AMAM, M Gérard Zippert, vice-président de l'AMAM © DNA

### Je me suis souvent posé la question : pourquoi cet exceptionnel intérêt pour l'histoire de l'Alsace chez certains étudiants japonais ?

Depuis l'ouverture du Mémorial Alsace-Moselle, le professeur Akiyoshi Nishiyama de la Kyoritsu Women's University de Tokyo venait très régulièrement avec un groupe d'une quarantaine d'étudiantes de sa section « histoire de l'Alsace ». En les guidant à travers les salles du Mémorial j'ai vite compris que pour elles il ne s'agissait pas d'une « découverte » de notre histoire mais plutôt d'une « révision » de leurs connaissances acquises sur les bancs de l'université. La pertinence de leurs questions, leur connaissance de notre histoire régionale, voire de nos archives, le besoin de mener une réflexion sur la réconciliation franco-allemande ont toujours suscité l'étonnement et l'admiration des guides français. Interrompues pour cause de Covid, ces rencontres ne tarderont pas à reprendre.

Entre-temps une deuxième université japonaise, également implantée à Tokyo, la Gakushuin University, s'est également intéressée à notre Mémorial avec comme objectif de « comprendre à travers l'histoire de l'Alsace le processus de la réconciliation franco-allemande ».

Ne pouvant se déplacer en France en ce mois de septembre 2021, leur responsable du projet, Madame Junko Tokué, directrice du Centre européen des Japonais en Alsace, leur a concocté une série de vidéoconférences dont certaines depuis le Mémorial de Schirmeck.

Le Japon, jadis en conflit avec la Chine, la Russie et la Corée, n'a jamais trouvé un quelconque rapprochement avec ses adversaires d'hier et les tensions restent toujours vives. Quel est donc le secret de la réussite franco-allemande ? Les universitaires nippons cherchent à percer ce secret grâce à un partenariat avec l'Université de Strasbourg et le Mémorial Alsace-Moselle. Dans une première vidéoconférence une visite guidée du Mémorial leur a restitué l'histoire franco-allemande au XX<sup>e</sup> siècle. Puis Marcel Spisser leur a expliqué à travers de nombreux documents les trois conflits sanglants et leurs conséquences. Dans la foulée Gérard Zippert a analysé les interventions de Churchill pour la création d'une organisation européenne et une collaboration commune pour un pardon réciproque ; il a présenté les différentes étapes de cette réconciliation et les hommes qui y ont œuvré : Robert Schuman, le chancelier Adenauer, le général de Gaulle... Les valeurs que pratiquent l'ensemble des peuples européens, les droits de l'homme, la liberté, l'égalité, la fraternité, le pardon sont peut-être les clés de cette énigme. Les parcours du Mémorial avec ses chemins de l'Europe vont encore se croiser avec le cheminement des étudiants japonais. Dès à présent d'autres vidéoconférences sont en préparation. A suivre donc... ■

Marcel Spisser,  
Inspecteur d'histoire-géographie honoraire

\*\*\*



Extrait du reportage japonais de la visite du Mémorial © DR

### Les professeurs japonais ont édité d'excellents documents pour faire comprendre notre histoire. Quelques exemples ci-après...

#### Malgré-nous

マルグレ=ヌー 第二次世界大戦中にナチス・ドイツによって徴兵されたアルザス人、モーゼル人の男性を指す名称。ドイツの正規軍であるドイツ国防軍(陸軍、海軍)、空軍、および親衛隊(SS)の軍事部門である武装親衛隊(武装SS)に配属されていた者を指す。マルグレ=ヌーとは『自らの意志に反して』を意味する。

- 激戦の東部前線に多く送られた。
- 多くが18歳か17歳、またはその年齢に満たなかった。
- 一部が武装親衛隊に直属
- フランスのレジスタンス活動に参加するため国防軍から逃亡したり、スイスへ逃げ込んだり、西側の連合国側に加わった。その場合脱走兵の家族はドイツ当局により強制労働もしくは強制収容所送りとなった。
- 同胞が集まって反乱を起こさないよう、マルグレ=ヌーたちは主としてドイツ人で構成される部隊に分けて配属された。
- 東部戦線の兵士たちは、ドイツ軍崩壊の後にソビエト軍の戦争捕虜となった。さらに枢軸国側の兵士として収容所に送られた。タンボフの収容所で抑留されなくなったアルザス・モーゼル出身者は多かった(第188収容所、4000人から10000人)。
- 戦争末期には双方への反逆者・裏切り者であると見なされ、屈辱を受けた。

Document sur les Malgré-nous © DR

## ウェストファリア条約(近代国際法の元祖) - 国境の設定



- ▶ 「アウグスブルグの和議」が再確認され、新教徒(プロテスタント)が認められた。
- ▶ ドイツ地方にいた300もの「諸侯」に大幅な自治権(立法・課税・外交等)が認められた。
- ▶ フランスがドイツ地域の「アルザス地方」の大部分を得る

フランス・ブルボン家  
ルイ13世



- ▶ スウェーデンはドイツ北部の「ポンメルン」などの地域を得る。
- ▶ オランダ(ネーデルランド)とスイスの独立

↓

ドイツ地方を治めていた「神聖ローマ帝国」の解体

Document sur la guerre de 30 ans © DR

## 欧州統合の鍵としての仏独関係

1963年1月22日  
仏独協力条約(エリゼ条約)調印  
(Franco-German Partnership, Elysée Treaty)



仏パリ、フランス大統領官邸エリゼ宮にてシャルル・ドゴール仏大統領とコンラット・アデナウアー西独首相の仏独友好条約が署名される。

2003年  
エリゼ条約40周年記念  
共同国籍の承認・関係交換  
仏ベルサイユ宮殿劇場で合同議員会議開催  
シラク仏大統領とシュレーダー独首相が出席。  
\* 1871年のドイツ帝国宣言・1919年の第1次世界大戦講和条約締結でドイツとフランスが対立した歴史的現場




2013年  
エリゼ条約50周年記念  
独ベルリンにおける合同関係会議・合同議員会議開催。





2019年1月22日安保連携補完

2004年に新憲法(ドイツ基本法)が施行された。この憲法は、かつての東独の指導者たちと西独の指導者たちとが、フランスから編み込まれた「目録」を基に、仏独の指導者が試みで作り上げた。この「目録」は、第二次世界大戦最後の日と見出しを付けた。

Document sur la réconciliation © DR

## 第三帝国 ヒトラーの自称するDas Dritte Reich = 威光を継ぐ第三の国

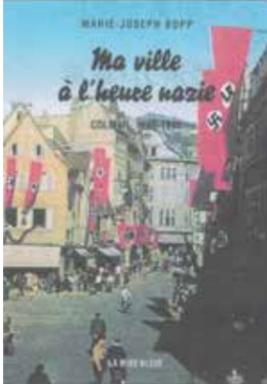


1・神聖ローマ帝国  
2・ドイツ帝国  
3・国家社会主義ドイツ労働者党(NSDAP、ナチス)



Riquewihr リクヴィル村

すべてにおけるアルザスの徹底的なドイツ化  
アルザスの人々は疎開先から召還・徴兵



Document sur l'Alsace annexée © DR

## Strasbourg 共和国広場 「死者に捧げる像」(le monument aux morts)

1936年 彫刻家 レオン＝アーネスト・ドリヴィエ作  
(独Kaiserplatzは、仏Place de la Républiqueとなる)

フランスとドイツを象徴する瀕死の二人の息子(もはや軍服を着ていない)を抱擁する母親(ストラスブール)の寓意と言われる。



グループの兵士たち  
le monument aux morts  
(vers 1938 ou 1939)

アルベール・ルブラン共和国大統領が除幕  
Henry Lévy (1871-1937), premier maire adjoint de Strasbourg: « Toute cette tragédie est évoquée dans la douleur que reflète cette belle figure de femme non seulement symbole de la patrie, mais symbole aussi de l'humanité meurtrie. »

Document sur la mémoire © DR

Mardi 22 novembre au Michel à Strasbourg

## Henry Laufenburger : les tiraillements d'un universitaire alsacien entre France et Allemagne des années 1930 aux années 1960

par Jean-François Eck, professeur émérite de l'Université de Lille



Henry Laufenburger © DR

gés d'élaborer la stratégie du blocus qui, en évitant les opérations militaires, devait contraindre l'Allemagne à demander la paix. Or, à partir de juin 1940, sa carrière bascule totalement. Les secousses successives de la défaite, de l'effondrement de la III<sup>ème</sup> République et de l'annexion forcée de l'Alsace-Lorraine par le Reich l'amènent à quitter Strasbourg pour Bordeaux, puis Paris où il retrouve une chaire de professeur à l'université. Puis, dès la fin de la guerre, il change totalement de champ d'étude. Délaissant l'Allemagne, il se consacre désormais à la comparaison des finances publiques dans l'ensemble des pays industrialisés. Sa réflexion s'appuie sur la Grande-Bretagne et les États-Unis, parfois aussi sur des pays comme la Suisse, le Canada ou l'URSS qui lui fournissent des éléments de comparaison avec la France, et plus jamais sur l'Allemagne. Enfin, en 1958, en une retraite volontaire, il quitte l'université de Paris pour celle de Genève et s'établit dans le canton du Valais où il décède en 1965.

### Des liens économiques pour maintenir la paix

Comment l'Allemagne apparaît-elle dans ses premiers écrits ? Laufenburger ne méconnaît certes pas qu'elle a représenté à maintes reprises pour la France un redoutable adversaire ni que, pour achever son unité, elle a annexé de force le Reichsland, redevenu français à la suite d'une guerre dont il a pu mesurer les ravages. Mais il estime aussi qu'elle est vouée à entretenir avec la France un partenariat au sein duquel les Alsaciens peuvent jouer un rôle privilégié, ainsi que d'autres qui pour lui sont des « Alsaciens d'adoption » comme l'économiste allemand Werner Wittich, co-dédicataire avec Charles Rist de son « Cours d'économie alsacienne » publié en 1930-1932. Parmi les universitaires, plusieurs restent à ses yeux des maîtres à penser dont il vénère la mémoire. On sait l'importance qu'attachaient les autorités impériales au bon fonctionnement matériel et au prestige intellectuel de la Kaiser-Wilhelm-Universität où ont enseigné des économistes comme Gustav von Schmoller, des sociologues comme Georg Simmel,

des juristes comme Paul Laband, des historiens comme Friedrich Meinecke, pour se limiter aux seules sciences sociales. Aussi, dans des chroniques de la « Revue d'économie politique », Laufenburger peut-il à juste titre féliciter Werner Sombart d'avoir composé, dans « Der moderne Kapitalismus », une synthèse magistrale par laquelle, « descendant à la fois de Marx et de l'école historique », il a donné à l'histoire économique des allures d'épopée, ou bien évoqué le souvenir laissé à leurs anciens étudiants strasbourgeois par des professeurs récemment disparus, tel Lujo Brentano.

Or cette admiration pour une Allemagne avec laquelle la France peut entretenir, grâce à l'Alsace, des rapports féconds, s'étend à son analyse de l'économie régionale. Certes, s'agissant de la banque, il reste sceptique face au « modèle allemand » de banque universelle, y voyant un risque de krach tel celui subi au début des années 1930 par plusieurs banques alsaciennes et qui a infligé de sérieux déboires à l'ensemble du système bancaire français. Mais il n'en est pas de même pour l'appareil productif, notamment dans l'industrie lourde. Toute l'argumentation de sa thèse sur la sidérurgie en Lorraine désannexée depuis 1919 revient au contraire à déplorer, à partir du cas du bassin de Thionville, la disparition des interdépendances qui faisaient dépendre avant 1914 son économie des liens de réciprocité entre France et Allemagne. La mise sous séquestre des installations possédées en Moselle par les Allemands, puis leur cession à bas prix à des groupes français ont détruit cette spécificité au moment précis où la sidérurgie française reconstituait ses installations ravagées par la guerre et où s'y ajoutait la production de la Sarre, confiée à la France pour quinze années, menaçant l'ensemble de l'Europe de surproduction.

Aussi critique-t-il l'attitude des responsables publics et privés qui ambitionnent un développement incessant des capacités de production. Il préconise au contraire le renforcement des liens entre sidérurgie mosellane et charbonnage sarrois, le soutien de la consommation de fonte et d'acier en France et dans l'empire colonial et surtout la mise sous étroite surveillance de la production sidérurgique des principaux pays d'Europe occidentale. Plaçant de grands espoirs dans l'Entente internationale de l'acier fondée en 1926, il croit même que la seule publication par ses adhérents de leurs programmes de production suffirait à écarter les menaces de dumping et à stabiliser le prix, un avantage qui, selon lui, « ne se paiera jamais trop cher ». Puis, ces illusions ayant été anéanties dès le début de la crise des années 1930, il demeure convaincu que la cartellisation de la production est « la seule voie qui puisse mener à l'Union européenne ». Cette allusion fugace au briandisme est significative. Pour Laufenburger, qui appartient à un milieu acquis aux vertus du dialogue international et

dont certains proches, tels Charles Rist et l'économiste Henri Truchy, sont membres de l'Union douanière européenne, les ententes économiques internationales sont le meilleur moyen de nouer entre pays européens des liens permettant de maintenir la paix.

### L'autarcie fragilise la paix

Il se montre convaincant dans son analyse de l'autarcie. Dès 1934, il y voit une « lourde faute » qui prive l'Allemagne de la baisse mondiale des prix de base et d'un allègement des coûts de production capable de stimuler les exportations, prolongeant ainsi la crise. Mais sa condamnation va bien au-delà de la politique économique. Pour lui, l'autarcie représente « une formule d'économie de guerre plutôt que le pivot d'une économie de paix ». Il se distingue ainsi de ses nombreux collègues. En février 1936, lors de son colloque annuel tenu quelques semaines avant la remilitarisation de la Rhénanie, le Congrès des économistes de langue française débat de l'autarcie. Revenant dans la discussion, Laufenburger nie qu'elle soit l'application d'une doctrine préalable et en fait une réponse pragmatique à la crise, apportée dans l'urgence par des gouvernements confrontés au repli des échanges internationaux. Deux ans plus tard, peu avant l'Anschluss, lors du colloque de 1938 qui traite de l'« expérience allemande », il s'oppose à ceux qui persistent à voir dans l'autarcie un « succès économique, à peine entaché par quelques abus de crédit » et insiste sur la nocivité de son rôle, tant politique qu'idéologique, affirmant avec force : « Ce qui caractérise l'expérience allemande, c'est son caractère totalitaire ». Même si le terme « totalitaire » est encore loin d'avoir la signification qu'il acquerra ensuite dans le contexte du second conflit mondial, puis de la guerre froide, son emploi par Laufenburger est significatif de sa participation aux débats qui traversent le monde intellectuel de son temps.

Sans doute a-t-il été conforté dans cette analyse par l'observation de la « convergence » qui, durant les années 1930, s'instaurait entre des régimes aux orientations diverses, voire opposées, mais tous hostiles au libéralisme. Dès 1937, dans un article prémonitoire, il écrivait : « Si, un jour, pour des raisons que je n'ai pas à approfondir ici, le national-socialisme jugeait utile et possible de se rapprocher économiquement de l'URSS, aucun obstacle ne pourrait surgir, ni dans la conception, ni dans la technique économique des deux pays ». Sa synthèse précitée sur la politique économique des principaux pays industrialisés souligne le parallélisme de leurs efforts en matière de lutte contre la crise et de préparation à la guerre. On retrouve certes semblables observations chez maints économistes de son temps, tels François Perroux ou Louis Marlio. Mais il importe de marquer que c'est l'analyse de l'autarcie qui le conduit à ces conclusions.

Or, loin de n'être qu'un sujet de débats académiques, l'autarcie a des implications directes sur la situation internationale. Elle fragilise la paix, ses résultats décevants incitant à des annexions territoriales qui, inévitablement, débouchent sur un nouveau conflit. L'Anschluss met ce mécanisme tout particulièrement en lumière. Même si la « Grande Allemagne obtient ainsi une place importante dans la sphère danubienne qui fait penser à nouveau au Mitteleuropa », les importations allemandes ne cessent d'augmenter car, « par une espèce de fatalité, la conquête appelle à la conquête : plus l'Allemagne élargit son espace vital, moins elle peut assurer à sa population un niveau de vie confortable. [...] La domination même de tout le continent ne lui permettra pas de satisfaire des besoins de consommation de plus en plus impérieux ». Désormais, pour Laufenburger, l'interdépendance entre réarmement, autarcie et guerre, présente dans ses chroniques datées des premières années d'existence du régime hitlérien, est devenue totale.

Il faut saluer à ce propos la précision et la pertinence de ses analyses. Les chiffres indiqués par lui sur la part du budget consacrée par le régime national-socialiste à la préparation de la guerre sont ceux sur lesquels s'accordent aujourd'hui les spécialistes du sujet, sauf en ce qui concerne leur proportion dans le revenu national allemand. C'est qu'il possède vis-à-vis de l'Allemagne une longue familiarité, renforcée par de fréquents séjours dans ses universités et centres de recherche.

## Conclusion

### La portée d'un itinéraire intellectuel

Doté par ses origines géographiques, son appartenance sociale et sa formation académique, Laufenburger a consacré la moitié de sa carrière universitaire à maintenir entre France et Allemagne un dialogue ininterrompu. Certes, la période n'était guère propice à faire d'un économiste alsacien un passeur d'idées entre les deux pays. Tel est pourtant le visage sous lequel il apparaissait, analysant les aspects successifs de l'économie allemande, jusqu'au moment où le durcissement des antagonismes nationaux joint à la volonté de puissance et au totalitarisme nazi ont conduit à un nouveau conflit.

Or cette situation s'est bientôt refermée sur lui en un véritable piège. Après l'effondrement militaire français de mai-juin 1940, ses difficultés à adopter face à l'Allemagne une ligne de conduite claire ont fait planer sur lui un soupçon de complaisance à l'égard d'un occupant qui, de son côté, tentait de le retourner à son profit en jouant sur sa double qualité d'Alsacien né avant 1914 sous le régime allemand et d'expert possédant outre-Rhin de

nombreux contacts.

Cette situation délicate était aussi celle d'autres universitaires, alsaciens ou non, qui ont adopté d'emblée des positions plus tranchées comme les germanistes Pierre Bertaux et Édmond Vermeil, les historiens Marc Bloch et Fernand L'Huillier. Le moins que l'on puisse écrire à son propos est qu'il n'y est pas parvenu. Pour de multiples raisons où entrent en ligne de compte le caractère, le manque de clairvoyance, peut-être aussi une confiance excessive dans ses capacités à convaincre ses interlocuteurs, il n'a pas évité des propos et des écrits imprudents qui, dans le contexte de la Libération, lui ont fait risquer d'être révoqué définitivement de l'Université.

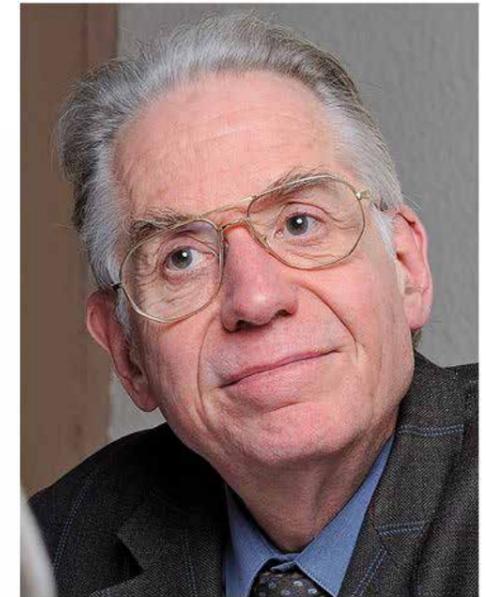
Du même coup, son dossier d'épuration permet d'observer les secousses qui ont affecté le monde universitaire français à la Libération, tout au moins dans les facultés de droit et d'économie politique. Laufenburger sert ici de révélateur de la manière dont fonctionne ce microcosme sous des apparences de consensus et d'unité. À ce titre, il serait intéressant de le comparer à d'autres économistes également marqués par la pensée germanique, proches sous Vichy des cercles du pouvoir, comme par exemple François Perroux qui a été en 1942-1943 secrétaire général de la Fondation Alexis Carrel pour l'étude des problèmes humains.

Il est également caractéristique d'observer que Laufenburger, quoiqu'ayant abandonné son champ d'étude initial au lendemain de la guerre, n'en a guère subi de conséquences fâcheuses. Ce changement d'orientation n'a pas nui à sa carrière, comme le montrent autour de lui les hauts fonctionnaires et responsables d'institutions de crédit qui continuent à se réclamer de son autorité. Tout en jetant les bases d'une nouvelle discipline, puis en quittant Paris pour Genève, il a conservé son rayonnement de grand universitaire, quoiqu'avec moins d'éclat qu'avant la guerre, entretenant des contacts avec des collègues de toute obédience, capable de faire la synthèse des faits relevant des champs épistémologiques distincts et de s'intéresser à de multiples domaines entre lesquels il circule avec une égale aisance. À ce titre aussi, son cas paraît exemplaire.

Enfin, pour quiconque s'intéresse aux péripéties du dialogue intellectuel entre France et Allemagne, Laufenburger s'impose à l'attention. Ses interventions en soulignent les multiples facettes : alternance de phases de blocage et de réconciliation, étroite subordination à l'évolution générale des rapports entre les deux pays, rôle actif de certains médiateurs, souvent alsaciens. Pour le meilleur et pour le pire, Laufenburger s'est longtemps efforcé d'y tenir un rôle actif. Pouvait-il réussir ? Il aurait

fallu pour cela des temps moins rudes, des obstacles moins profonds, peut-être aussi un caractère moins sujet aux revirements soudains, doté de plus de réalisme et de continuité. En l'absence de ces conditions, il ne pouvait qu'être amené à y renoncer. ■

Jean-François Eck,  
professeur émérite de l'Université de Lille



Jean-François Eck © DR



## Commandez les Actes de la Rencontre des mémoires 2021 : « Souvenirs de la guerre 1870-71 · Rencontre des mémoires 2021 »

Commandez le livre - 25€ (port compris) en nous retournant le bulletin ci-dessous complété - règlement par chèque à l'ordre de L'AMAM à : Philippe Schuhler / 4, rue des Tonneliers / 67650 Dambach-la-ville / Pour plus d'informations : phil.schuhler67@gmail.com

Tous les membres de l'AMAM recevront un exemplaire gratuit.



NOM ..... PRÉNOM .....

ASSOCIATION ou COMMUNE .....

ADRESSE .....

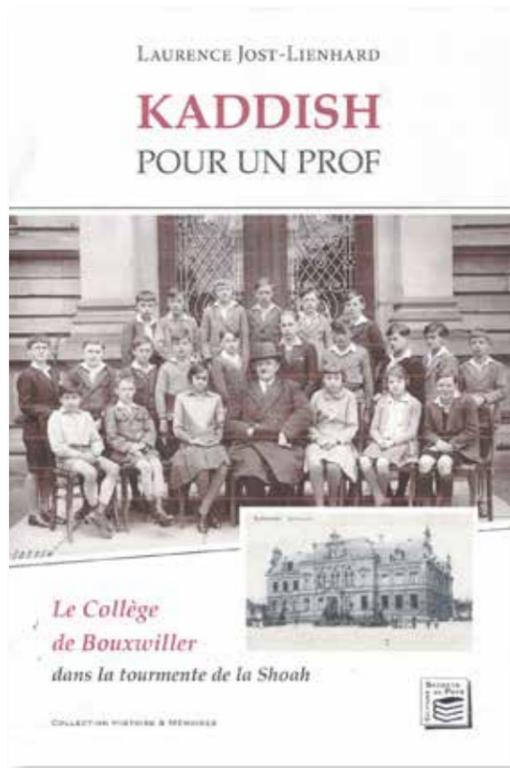
CP ..... VILLE .....

TÉL. ....

EMAIL .....

commande le livre « Souvenirs de la guerre 1870-71 · Rencontre des mémoires 2021 »  
..... exemplaires x 27 € (frais de port compris) = ..... €  
à ..... le .....

Signature



### Le sujet

Les persécutions dont a été victime la communauté juive rurale du Pays de Hanau attestent de la nécessité d'en préserver le souvenir. Elles s'inscrivent dans une mémoire collective confrontée au *Judenrein* alsacien et à la Shoah. Des recherches minutieuses dans les archives du lycée de Bouxwiller ainsi que des témoignages précieux ont permis à Laurence Jost-Lienhard et à ses élèves de retracer les parcours de vie d'un professeur, Maurice Bloch, déporté à Auschwitz par le convoi 62 du 20 novembre 1943, et d'élèves au destin tragique : les frères Roger et Jacques Joseph, déportés par le convoi 48 du 13 février 1943, Samuel (Samy) Rothkopf, fusillé à la frontière suisse le 23 décembre 1942 et Benno (Benoît) Malz, tué dans un char de combat le 18 novembre 1944 devant Belfort. Animée par cette impérieuse nécessité de transmettre la mémoire et d'impliquer les plus jeunes dans cette transmission, l'auteure redonne vie à des êtres dont on ne savait ce qu'ils étaient devenus. Nées en Alsace, ces histoires touchent bien d'autres régions, telles le Cher avec la tragédie des puits de Guerry, le Jura, le Doubs, l'Isère, la Haute-Vienne et la Dordogne, terres d'accueil des réfugiés juifs alsaciens.

### L'auteure

Laurence Jost-Lienhard est agrégée d'histoire-géographie et enseigne au Lycée Adrien-Zeller à Bouxwiller. Elle est membre du Groupement de Formation Académique Valeurs de la République. Elle est également maire de Bosselshausen, Vice-Présidente de la Communauté de Communes Hanau-La Petite Pierre et secrétaire générale de l'association des Maires et Présidents d'intercommunalités 67. Avec plusieurs classes d'élèves, depuis 2015, elle a entrepris un travail de mémoire qui a conduit à la réalisation d'un film documentaire, *Kaddish pour un prof*, récompensé par le prix Annie et Charles Corrin et le Prix à l'éducation citoyenne de l'Ordre national du Mérite (Bas-Rhin), en 2020. Membre de l'association Stolpersteine 67, Laurence Jost-Lienhard a initié la pose de pavés mémoriels à Bouxwiller et à Ingwiller, en juillet 2021.



Portrait de Laurence Jost-Lienhard © DR

Le terme *Kaddish* est la traduction araméenne du mot *Kadoch* qui signifie littéralement « séparé, distingué » et par extrapolation, « saint ». Le *Kaddish* est l'une des prières récurrentes de la liturgie juive. Il a pour thème la magnification et la sanctification du Nom divin, en référence à l'une des visions eschatologiques d'Ézéchiel (38, 23), comme l'indiquent les premiers mots : *Yitgadal veyitkadach*, que soit magnifié et sanctifié... Plusieurs versions existent, la plus connue étant celle

des endeuillés, bien que le *Kaddish* ne comporte aucune allusion aux morts. Il est récité debout et tourné vers Jérusalem, avec un office réunissant au moins dix hommes (Minyan). Julien Darmon, « Le *Kaddish* : une prière pour les morts ? », Akademy, le campus numérique juif [en ligne] [https://akadem.org/pour-commencer/les-prieres/le-kaddich-une-priere-pour-les-morts-24-09-2011-27087\\_4368.php](https://akadem.org/pour-commencer/les-prieres/le-kaddich-une-priere-pour-les-morts-24-09-2011-27087_4368.php) (consulté le 1<sup>er</sup> janvier 2022).

## Une interview exclusive de Laurence Jost-Lienhard

### Comment en êtes-vous venue à travailler sur un professeur et des élèves israéliens du Collège de Bouxwiller (actuel Lycée Adrien-Zeller) ?

*Le chemin est tortueux, fait de hasards, de rencontres, d'aides précieuses de personnes inconnues, mais attachées à leur passé, à l'histoire de leur famille, de leurs parents, grands-parents, ceux-ci n'ayant pas ou peu parlé. Les événements dont il est question ont été souvent effacés des mémoires, mis entre parenthèses. Le temps s'est écoulé, peut-être trop, car de nombreux témoins directs ou indirects sont aujourd'hui absents, leur mémoire s'est éteinte, effaçant événements, anecdotes, émotions...*

*La découverte de documents émanant de l'administration nazie, dont ce courrier du 11 juillet 1940, mettant en œuvre le « Judenrein » et demandant de recenser les personnels juifs et trop francophiles, a déclenché cette vaste recherche. La réponse du collège liste deux noms : Maurice Bloch, professeur de lettres et Max Gugenheim, professeur de religion. Pour moi il y avait alors une question essentielle : que sont-ils devenus durant la guerre ?*

*La présence d'archives de cette période dans notre établissement a permis déjà de trouver des informations sur leur parcours professionnel. Et puis c'est la consultation de sites essentiels pour les recherches sur la Shoah, notamment celui du Mémorial de la Shoah et celui de Yad Vashem. Commence alors un travail de dépouillement par des cohortes d'élèves des archives entre 1919 et 1940, encore présentes au lycée, rangées dans des enveloppes par année. Les registres de classe conservés ont permis d'identifier très simplement les élèves juifs puisqu'y figure une rubrique « confession ».*

### Pourquoi un professeur et des élèves victimes dans votre lycée ?

*Des élèves de première en début d'année scolaire 2015 avaient commencé à travailler sur les civils pendant la seconde guerre. Je connaissais la présence d'un patrimoine juif important dans le pays de Hanau. Au fil des mois et des années, les élèves ont découvert la présence d'une communauté juive rurale importante dont certains jeunes fréquentaient le collège. Et puis nous avons la présence du Musée judéo-alsacien à Bouxwiller. Des rencontres, des visites associées aux recherches ont permis aux élèves de découvrir qu'il y avait eu des victimes de la Shoah liées à notre lycée. Ils mettaient désormais des noms et des visages sur des chiffres : malheureusement le cours sur la Shoah était illustré par des exemples concrets, qu'ils connaissaient désormais, au travers des archives.*

*Le pays de Hanau présente une grande diversité de destins, le plus souvent tragiques, comme l'atteste la liste ci-dessous. La famille Joseph, dont les deux fils étaient élèves au collège, et Maurice Bloch, professeur au collège, sont morts en déportation. Un jeune, Samy Rothkopf, qui avait rejoint les Éclaireurs Israélites de France (EIF) est fusillé par les Allemands pour avoir tenté de faire passer la frontière franco-suisse à des familles juives. Il a été déclaré « Mort pour la France » en avril 2018. Simon Weil, maquisard (Libération de Castres) et Benno Malz sont « Morts pour la France », tous deux engagés volontaires dans la 2<sup>e</sup> division blindée (« division Leclerc »). Et plusieurs autres ont été précipités dans des puits à Guerry.*

*Destins plus « chanceux » avec des actions courageuses pour sauver des adultes ou enfants : la famille Rudolph (Henri et Élisabeth), de Neuwiller-lès-Saverne a caché et protégé trois personnes de la*

*rafle du Vel' d'Hiv', et s'est vu attribuer, à titre posthume, la médaille des Justes. Et bien sûr le destin de Gilbert Weil, enfant caché, qui a décrit cette période au travers de dessins, exprimant ainsi sa mémoire des événements vécus.*

### Comment avez-vous impliqué vos élèves ?

*Pour les travaux de recherche, il fallait essayer de trouver des informations dans les archives du lycée. Cela a été un dépouillement systématique, long et fastidieux, avec des découvertes, surtout les photos de classe, et des déceptions. Des élèves trouvaient, d'autres pas... J'ai toujours essayé de combiner l'intérêt historique et les compétences des élèves. Actuellement mes élèves de terminale STMG sont en train de finaliser un registre des élèves israéliens entre 1919 et 1940 avec différents documents qui ont été photographiés, qui sera bientôt accessible sur le site internet du lycée, à destination des familles qui font des recherches sur leurs ascendants.*

### Pour Kaddish pour un prof ?

*En parallèle de ces recherches, j'ai candidaté à l'appel à projet « Voyage d'étude à Auschwitz », organisé par le Mémorial de la Shoah, la Région et le Rectorat en 2016, en 2018 et en 2020 avec le travail entrepris. À chaque fois la candidature a été retenue et trois groupes ont découvert Auschwitz I, camp de concentration, et Auschwitz-Birkenau II, camp de concentration et centre de mise à mort. À chaque fois, il était demandé une restitution réalisée par les élèves. En 2018, plusieurs projets avaient émergé, concernant Maurice Bloch, les élèves avaient produit une sorte d'éphéméride, des bribes de sa vie. Et en partenariat avec Pierre Dieppendale du Théâtre du Marché aux Grains, situé à Bouxwiller, les élèves ont réalisé une représentation théâtrale, en mai 2018 au lycée puis en octobre au Musée judéo-alsacien. Le titre choisi était « kaddish » pour un prof.*

*Il s'agissait ensuite de transmettre ce travail. Comment ? Une de mes collègues a alors écrit un scénario en vue de réaliser un documentaire sur Maurice Bloch à partir de toutes les archives trouvées. Et donc en juin et juillet 2019 ont eu lieu la prise de vue et l'enregistrement du son, pour créer le documentaire « Kaddish pour un prof », récompensé par le Prix Annie et Charles Corrin 2020 et le Prix à l'éducation citoyenne de l'Ordre national du Mérite (Bas-Rhin), en 2020.*

*Le travail engagé au départ pouvait paraître comme un simple travail scolaire. Mais au fil des recherches, des rencontres, la synthèse des informations trouvées a dépassé ce cadre. C'est à partir de ce moment-là que l'idée d'une publication a émergé sur le collège dans la tourmente de la Shoah, « Kaddish pour un prof. »*

### La question qui revient toujours, celle que se posent les élèves : pourquoi et comment des hommes peuvent-ils commettre de telles atrocités envers d'autres hommes ?

*Réponse bien complexe ! Mais en tout cas, l'étude de cette extermination organisée provoque une prise de conscience, à savoir qu'il faut absolument combattre les extrémismes, les idéologies discriminatoires, et prôner les valeurs démocratiques de liberté, surtout dans le contexte géopolitique que nous connaissons actuellement. Tout ce travail, outre toutes les compétences mises en œuvre, a pour but la perpétuation du souvenir de la Shoah et de l'ensemble des crimes du régime nazi, qui doit permettre la sensibilisation*



Voyage d'étude à Auschwitz © DR

des jeunes générations à ceux-ci et le maintien dans les mémoires locales. C'est une constante nécessité de lutter contre le racisme et l'antisémitisme, de promouvoir le respect, le vivre ensemble et les droits humains par tous les moyens possibles, notamment par l'éducation formelle et informelle, et de combattre les intolérances liées à la naissance, l'orientation sexuelle, l'appartenance à une religion, les conditions de santé, ainsi que les persécutions pour opinions politiques.

Membre de l'Association Stolpersteine67, il était tout naturel de m'engager dans la pose de pavés pour les victimes de la Shoah issues du Pays de Hanau. Les Stolpersteine sont des pavés dont la face supérieure, recouverte d'une plaque en laiton, honore la mémoire d'une victime du nazisme : juive, tsigane, malade et handicapée, résistante et opposante, homosexuelle, témoin de Jéhovah. Ces pavés sont scellés dans le trottoir devant le dernier domicile ou le dernier lieu de travail connu de ces victimes. Les registres domiciliaires des Communes, spécifiques à l'Alsace-Moselle, et le recensement de 1936, constituent les sources essentielles pour retrouver ces lieux.

Des Stolpersteine ont été posés le 4 juillet 2021 à Bouxwiller et à Ingwiller, en mémoire de la plupart des victimes recensées dans l'ouvrage. Il reste encore à faire, à Bouxwiller mais aussi dans des communes alentours comme Mulhausen, Ringendorf, Weiterswiller, ...Le travail continue et continuera à la rentrée prochaine 2022 avec de nouveaux élèves...

\*\*\*

**Samuel (Samy) Rothkopf** est né le 20 juin 1920 à Bouxwiller. Il est le fils d'Emmanuel (Many) Rothkopf, né le 26 février 1882 (décédé le 8 août 1956 à Bouxwiller), boucher, et de Marguerite, née Weill le 9 janvier 1889 à Dauendorf, sans profession, décédée le 3 juin 1962. Son père est le fils de Samuel Rothkopf, né le 2 mai 1846 à Bouxwiller, décédé le 3 avril 1918, et d'Henriette Strauss,

née le 25 octobre 1847 à Bouxwiller, décédée le 2 janvier 1919. Sa mère est la fille de Salomon Weill, né le 14 janvier 1847 à Dauendorf, décédé le 6 août 1919, et de Sophie Herzog, née le 19 juin 1848 à Dauendorf, décédée le 29 mars 1933.

La famille de Samuel est expulsée de Bouxwiller en juin 1940 et se retrouve dans le Jura, près de Lons-le-Saulnier. Samuel Rothkopf intègre un chantier de jeunesse (n°3/groupe 10) dans l'Ain, à Thézillieu (Forêt de Jailloux), dans les environs de Hauteville. Des cartes postales permettent d'établir ces faits, notamment l'une en date du 26 mars 1941, adressée à André Metzger, ami de Ringendorf et à ses parents, M. et Mme Nathan Metzger, et à la famille Wolff, qui habitaient chez M. Pillon, café-restaurant, Grand 'Rue à La Tronche. Une autre du 25 septembre est adressée à ses parents, domiciliés « Le Violet N° 3 », également à La Tronche. Un certificat de moralité et d'aptitude lui est délivré le 7 octobre 1941, à la suite de son affectation (dans le chantier de jeunesse) entre le 17 mars et le 11 octobre 1941, assez étonnante pour un juif... (...)

Une lettre de Samuel conservée par Jacky Dreyfus, non datée, sans doute la dernière qu'il ait écrite, indique qu'il veut passer en Suisse. Marcel Meyer, un ami, devait partir avec lui. Mais celui-ci a changé d'avis en dernière minute. Samuel ne voulait pas rester inactif à Vergt (Dordogne) où la famille était réfugiée. En décembre 1942, il cherche, comme il semble en avoir l'habitude, à passer en Suisse. Cette fois-ci, il est accompagné de sa fiancée. (...)

La famille Waelder, qui comprenait également la fiancée du jeune Rothkopf, avait réussi à passer la frontière, mais les douaniers suisses les ont refoulés et ils ont été interceptés par une unité de soldats allemands. Le jeune Rothkopf s'est révolté, notamment pour sa fiancée. C'est à ce moment que l'officier qui commandait l'unité, l'aurait exécuté. Selon M. J.-J. Arbez, la famille a été directement arrêtée et déportée à Drancy. Deux autres compagnons de route de Samy ont été fusillés en même temps que lui. (...)

\*\*\*

**Benno (Benoît) Malz** est né le 15 avril 1925 à Pirmasens dans le Palatinat (Allemagne). Il est le fils de Jacques/Jakob Malz, né le 19 avril 1890 à Westhoffen – lui-même fils de Moïse Malz et de Mina Malz – et de Louise Malz, née Simon le 7 juin 1897 à Pirmasens, fille de feu Isaac Simon et feu Augusta Aron. Son père est bijoutier à Hauptstrasse 4, à Pirmasens puis bijoutier-commerçant-représentant à Bouxwiller. (...)

Benno Malz rallie aussi la résistance dans un maquis FTP, d'obédience communiste. Ensuite il intègre la division Leclerc. Il devient brigadier dans le 1er régiment de

### Le stolperstein de Samuel Rothkopf



Ici enseignait Maurice Bloch, né 1882, interné Drancy déporté 1943 Auschwitz, assassiné 25.11.1943 © DR

cuirassiers (1<sup>er</sup> RC), 3<sup>e</sup> escadron, matricule SP 72 342. Il est chargeur sur le char « Montebello ». Il combat en novembre 1944 à Fontenoy-la-ville ; le 16 novembre à Laire, le 17 à Héricourt après Tavey : pont de la Lizaine franchi avec un autre char le « Montmirail », durs combats. « Vers 20 heures, les hommes du « Montebello » ont la surprise de recevoir la visite du Général de Lattre de Tassigny, accompagné de nombreux officiers généraux. (...)

Le 18 novembre, les chars du peloton font le plein (essence, munitions et vivres). Ils prennent la direction de Belfort. Le groupe « Marengo-Montmirail » roule en tête, suivi du groupe « Montebello-Marne ». La colonne progresse lentement et s'approche d'une solide position allemande : la barricade de Bréville. Le combat est acharné avec l'ennemi. Incident à bord : Malz se fait écraser un doigt par la culasse. Le chef de char, Durbans, le soigne et pose un pansement. En attendant son évacuation, il échange sa place avec l'aide-pilote Laverlochère. Le char reprend sa progression mais il est touché par un canon, camouflé en lisière de forêt à mille mètres. Il est stoppé brutalement par un obus en pleine tourelle. Quelques fractions de seconde plus tard, un Panzerschreck (un lance-roquettes) traverse le poste avant. Le pilote Lugat et Benno Malz qui se trouvent au poste avant, sont déshabillés. Le char est en flammes. (...)

### Les chantiers de la jeunesse

Signée le 22 juin 1940, la convention d'armistice ordonne la démobilisation générale et supprime le service national, si bien que les autorités militaires françaises se retrouvent en juillet 1940 à gérer deux contingents : celui des soldats démobilisés (40 000 hommes) et celui des mobilisés de juin (50 000 hommes). Bien décidé à garder le contrôle de tous ses hommes, l'état-major de l'armée choisit de reverser ce contingent dans des camps, des formations de jeunesse. Cette mission de regroupement est confiée au général de La Porte du Theil, reconnu pour ses compétences de commandement et son expérience d'éducateur. Cette mission temporaire se transforme rapidement en un service civil obligatoire par la loi du 30 juillet 1940 puis par celle du 18 janvier 1941. Dorénavant, chaque citoyen masculin français de 20 ans, résidant en zone libre, a l'obligation d'effectuer un stage de huit mois dans les Chantiers<sup>1</sup>.

La vie au chantier combinait le travail forestier, et notamment la fabrication de charbon de bois pour les voitures à gazogène et des séances d'éducation physique. Très hiérarchisés, les groupes composant les chantiers de la jeunesse sont des rouages de la propagande pétainiste, exaltant les valeurs vichystes d'ordre, de travail, de communion avec la nature et de culte du chef. Les chantiers de la jeunesse sont répartis dans la zone non occupée (y compris l'Afrique du Nord). Leur direction, le Commissariat général des Chantiers de la jeunesse, est installé à Châtel-Guyon (Puy-de-Dôme).

Les jeunes incorporés de juin 1940 cessent ainsi de faire partie de l'armée à compter du 1er août et sont affectés pour six mois aux « Groupements des Jeunes Français ». Ces groupements sont rattachés à la direction de la Jeunesse du ministère de la Jeunesse et de la Famille. Le 8 janvier 1941, le secrétariat général à la Jeunesse est lui-même rattaché au secrétariat d'État à l'Instruction publique. Peu à peu la nouvelle institution se structure. La loi du 5 mars 1943 place les Chantiers sous l'autorité directe du chef du Gouvernement.

Mais les Chantiers deviennent suspects aux yeux des Allemands. En novembre 1943, le contingent est réduit à 30 000 hommes, les jeunes « en excédent » étant requis par le ministère de la Production industrielle. En janvier 1944, deux jours après avoir quitté son commandement, le général de La Porte du Theil est arrêté par le Gestapo puis déporté.

Les Chantiers de la jeunesse sont finalement dissous le 10 juin 1944. Leur liquidation est confiée au ministère de l'Éducation nationale, sauf la partie financière qui relève jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1945 de l'Intendance militaire. ■

1. Christophe Pécourt, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérience de service civil obligatoire », dans Agora débats/jeunesses 2008/1 (N° 47), p. 24 à 33. Mis en ligne sur Cairn.info le 04/11/2012, [en ligne] <https://doi.org/10.3917/agora.047.0024> (consulté le 1<sup>er</sup> janvier 2022).

## Visites guidées de l'ancien camp de sûreté de Schirmeck-La Broque

Initiées l'an passé, les visites guidées de l'ancien camp de sûreté de Schirmeck-La Broque reprendront cet été.

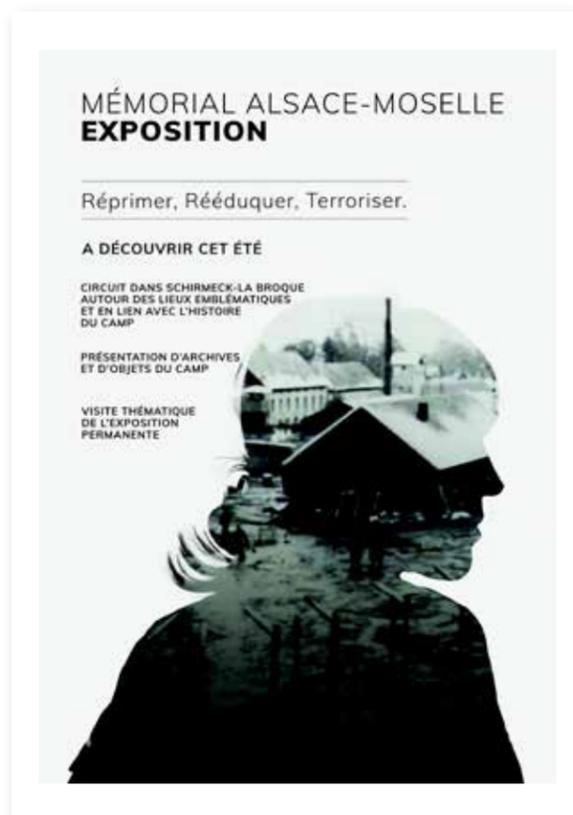
Ces visites seront l'occasion de découvrir l'histoire méconnue de ce camp unique en son genre.

Elles se dérouleront en trois temps : tout d'abord une visite de l'exposition permanente pour resituer le contexte ; ensuite, une autre consacrée à la présentation d'objets et d'archives du camp d'avant, suivie enfin d'une marche qui emmènera les participants autour des lieux emblématiques en lien avec l'histoire du camp. ■

Plus d'informations sur les dates dès le mois de mai sur les réseaux sociaux et sur notre site internet !

[www.memorial-alsace-moselle.com](http://www.memorial-alsace-moselle.com)

Été 2022



## Monument mémorial dédié aux morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre mondiale : où en est-on ?



Matériel géomètre, monument mémorial © DR

Dans le cadre de sa politique en faveur de la Mémoire, la Région Grand Est en sa qualité de maître d'ouvrage a lancé fin août 2021 un Concours de maîtrise d'oeuvre architecturale et conception en scénographie muséographique pour la construction du « **Monument mémorial aux morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre mondiale** » (nom provisoire).

À travers cet espace mémorial, la Région souhaite rendre hommage à l'histoire collective et aux trajectoires individuelles des morts et disparus de la Seconde Guerre mondiale en Alsace et Moselle.

Il sera construit au bas de la colline d'implantation du Mémorial Alsace Moselle à Schirmeck. Une convention d'occupation de l'espace public est en passe d'être soumise au Comité syndical du mémorial.

Le projet comprend un bâtiment de près de 240 m<sup>2</sup> doté d'une architecture emblématique qui abritera, à

l'intérieur, un contenu numérique immersif et interactif permettant d'identifier les morts et disparus. En extérieur, un espace de commémoration sera associé au Monument. La dimension pédagogique sera primordiale pour atteindre tous les publics, en particulier la jeunesse et les familles des morts et disparus. Le projet intégrera également une démarche environnementale. Budget : 1,1 M€ H.T.

Le Jury de Concours est composé, avec voix délibérative, du Président J. ROTTNER et d'élus régionaux (CAO), d'architectes, d'experts, du Président du Syndicat mixte du MAM et du Directeur du Centre européen du Résistant déporté – Mémorial du Struthof et, avec voix consultatives, des représentants des associations représentatives des morts et disparus alsaciens et mosellans. Ces associations alsaciennes et mosellanes sont associées au projet depuis le début. Le Jury, réuni le vendredi 19 novembre dernier, a examiné vingt-deux candidatures de maîtrise d'oeuvre pour en sélectionner cinq qui vont entrer dans la phase offre avec esquisse. ■

### Prochaines étapes :

- Mai-juin : seconde réunion du jury, puis désignation du lauréat du Concours de maîtrise d'oeuvre par la Région Grand Est.
- Août 2022 à janvier 2023 : phase études.
- Février à avril 2023 : passation des marchés de travaux.
- Mai à décembre 2023 : phase travaux.

### INAUGURATION PRÉVISIONNELLE DÉBUT 2024

Source : Région Grand Est



## Journées d'Histoire régionale

Organisées par le Comité d'Histoire Régionale, les **Journées d'Histoire régionale 2022** se dérouleront début avril à **Pont-à-Mousson**.

La thématique retenue « ELLES ont fait l'histoire » sera l'occasion pour le **Mémorial Alsace-Moselle** de présenter son exposition autour de l'**Alsacienne Laure Diebold et de la Mosellane Marie Hackin**, deux femmes parmi les six (1032 hommes pour rappel) à avoir reçu le titre de Compagnons de la Libération.

**Anne-Marie Wimmer**, biographe de Laure Diebold, sera présente à ces Journées pour y dédicacer ses ouvrages. Elle tiendra également une **conférence le dimanche à 16h30**.

Des ouvrages issus de la librairie du Mémorial seront proposés à la vente lors de ces deux journées. ■

### Informations complémentaires

<https://patrimoinesehistoire.grandest.fr/>

2 et 3 avril 2022

### Contact

**Mémorial Alsace-Moselle**  
Allée du Souvenir français  
67130 Schirmeck  
Tél. 03 88 47 46 50  
[www.memorial-alsace-moselle.com](http://www.memorial-alsace-moselle.com)  
[contact@memorial-alsace-moselle.com](mailto:contact@memorial-alsace-moselle.com)

**Facebook :** MEMORIAL DE L'ALSACE MOSELLE  
**Instagram :** memorialsacemoselle  
**Twitter :** @mam\_EUphoria  
**Service éducatif**  
[gellenard@memorial-alsace-moselle.com](mailto:gellenard@memorial-alsace-moselle.com)  
[sebastien.soster@ac-strasbourg.fr](mailto:sebastien.soster@ac-strasbourg.fr)

## La bataille de France Du « coup de faucille » à l'armistice / Du 16 mai au 22 juin 1940

### La nouvelle « course à la mer » du 16 au 20 mai 1940

#### Du 16 au 17 mai, de la Meuse à l'Oise, le « miracle de la Marne » n'aura pas lieu

Le soir du 16 mai, les premiers détachements ont atteint l'Oise. Une progression aussi rapide n'avait pas été prévue par le haut commandement allemand ; c'était trop facile. L'infanterie non motorisée ne pouvant suivre, c'était risquer des attaques de flancs mortelles. C'est ce que craignait Hitler de plus en plus nerveux ; il ne fallait pas un nouveau « miracle de la Marne ». Le matin du 17 mai, c'est le *Haltbefehl* (ordre d'arrêt) ; il faut stopper l'offensive et ne pas dépasser la ligne Laon-Le Cateau sur l'Oise. Guderian démissionne, estimant que cet arrêt va à l'encontre du plan initial. Rétabli dans ses fonctions dans l'après-midi, il est autorisé à mener quelques opérations, mais sans déplacer son PC de Montcornet. D'autre part, le *Führer* refuse catégoriquement la proposition de Halder, chef d'État-major de la *Wehrmacht*, qui envisage d'encercler toutes les troupes françaises de l'ouest, en une seule fois ; pour lui, il faut protéger ses flancs en établissant une ligne de défense sur l'Aisne et la Somme. C'est pourquoi la campagne de France connaîtra une deuxième phase à partir du 5 juin.

### De Gaulle attaque à Montcornet, le 17 mai 1940

Profiter du vide laissé entre les blindés et une infanterie qui marche à pied, c'était évidemment une opportunité à saisir pour les Français. Gamelin avait suggéré, mais sans en donner l'ordre, de diriger vers le sud des divisions de Prioux engagées en Belgique. Très affaiblies dans les combats du 12 au 14 mai à Hannut et dans la trouée de Gembloux, elles n'auraient probablement pas eu le temps d'arriver assez tôt sur les lieux à 100 à 150 km de là. En revanche, une opération est lancée sur le flanc sud du couloir des *panzers* pour protéger Paris, car on suppose alors que les Allemands s'en prendront à la capitale. La 4<sup>e</sup> DCR (division cuirassée), créée le 14 mai, à partir d'unités disséminées de la Normandie aux Vosges ; le colonel Charles de Gaulle, en prend la tête le 16 mai, alors que la formation est loin d'être rassemblée. Sa mission est d'attaquer le carrefour de Montcornet pour couper la route des *panzers* vers St Quentin et de permettre à la 6<sup>e</sup> armée de Touchon de se positionner entre Laon et Paris.

L'attaque se fait très tôt le matin du 17 mai avec 85 chars à peine descendus des trains (moins d'un quart de la division). La plupart des équipages sont inexpérimentés, les équipements radio manquent, l'infanterie

de soutien ne peut suivre faute de camions, et il n'y a aucun soutien aérien. Les débuts sont prometteurs, car l'arrivée des chars français est une surprise pour les Allemands. Après des échanges confus avec les arrières de la 1<sup>re</sup> PZD (*Panzerdivision*) au sud de Montcornet, où les besoins en carburant imposent de rompre les engagements, un bataillon parvient à atteindre Montcornet et le village de Lislet. Entre midi à 15 h, les canons antichar Pak-37 détruisent 7 chars français ; les autres se replient avant la panne d'essence.

En fin d'après-midi, l'arrivée des *stukas*, l'approche de la 10<sup>e</sup> PZD libérée des combats de Stonne obligent la DCR à se replier. Montcornet n'a pas été pris, la route des *panzers* n'a pas été coupée, mais la 6<sup>e</sup> armée a eu le temps de se positionner. À Paris de Gaulle est louangé dans la presse ; il a sauvé la capitale. Le lendemain, Paul Reynaud remanie son gouvernement avec Georges Mandel, ancien collaborateur de Clemenceau et Pétain, alors ambassadeur en Espagne. Le 19 mai, il change de généralissime. Ce sera le général Weygand, âgé de 73 ans, mais connu comme un meneur d'hommes et non Doumenc (60 ans). En poste en Syrie, loin du théâtre des opérations, Weygand, conscient que l'armée française n'était pas prête, avait déploré que la France ait déclaré la guerre au *Reich*. Il doit intervenir au pire moment alors que qu'il dispose de très peu de temps pour avoir une claire vision de la situation et que des décisions urgentes sont à prendre.

### Du 18 au 20 mai, de l'Oise à la Manche, le « coup de faucille » réussit

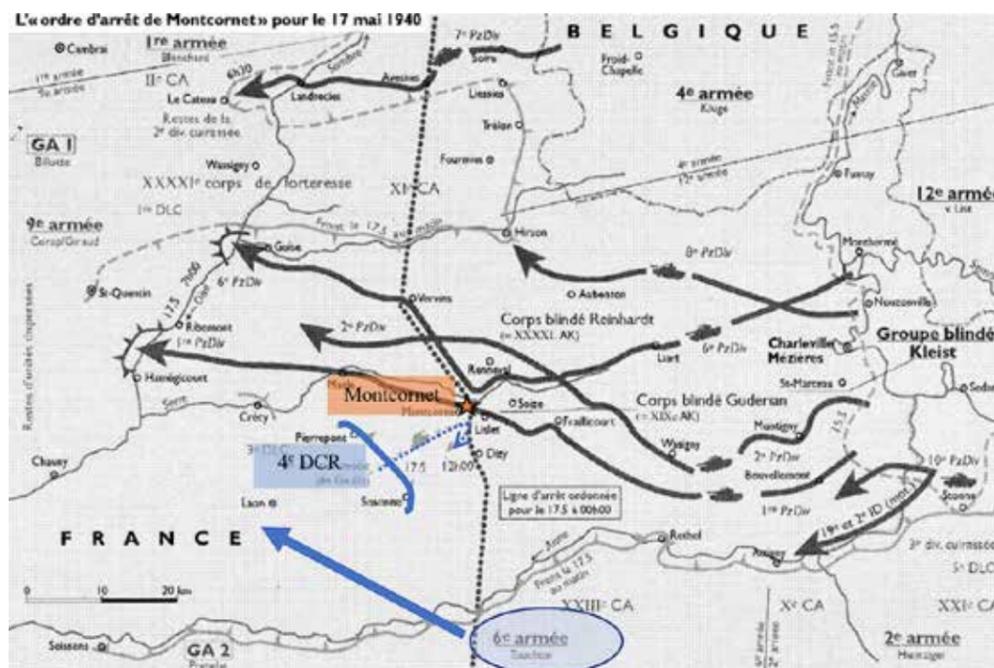
Le *Haltbefehl* est levé le lendemain 18 mai à 18 h ; les chars immobilisés pendant deux jours reprennent leur progression, traversent l'Oise où les Français avaient pu reconstituer une ligne de défense avec une 2<sup>e</sup> DCR qui manque de chars (deux chars par ponts sur l'Oise). Une nouvelle attaque est décidée avec 180 chars dont des Somua aux canons très puissants vers Crécly sur Serre au nord de Laon. Mêmes problèmes, mêmes résultats ; l'attaque cesse en cours de matinée devant l'intervention massive des *stukas* en piqué et des canons de 88 ; les moyens sont insuffisants pour couper le couloir des *panzers* trop supérieurs en nombre que soutient une puissante aviation et artillerie.

Dès lors, il ne s'était agi que de retarder l'avance de l'ennemi. Au lieu de constituer une ligne de défense assez loin à l'arrière, on se borne à border le couloir des chars, à colmater comme en 14-18, au nord de la Somme<sup>1</sup> pour protéger Paris que l'on croit toujours la cible de l'ennemi. Péronne tombe le lendemain 19 mai. Gamelin qui s'est rendu compte du piège dans lequel

ses armées allaient être enfermées, et à qui Churchill avait dit « La tortue a sorti la tête très loin de la carapace », (les blindés loin de leurs forces de soutien), donne sa dernière directive : « des forces spécialement mobiles doivent intervenir dans la grande trouée laissée par l'ennemi » ; il ajoute « le tout est une question d'heures ». Mais rien de précis sur le plan opérationnel. Sans doute était-il déjà trop tard. Limogé, sa directive est annulée par Weygand qui va mettre deux jours pour faire le tour des États-majors des grandes unités et s'informer de la situation sur le terrain

Entre temps un bataillon allemand a atteint Noyelles sur la baie de Somme vers 2h du matin, le 20 mai. Le « coup de faucille » a réussi. Dans le même temps, Rommel dont la « Division fantôme » avait progressé avec une rapidité et un culot inouïs depuis le 16 mai avait pris le pont sur la Scarpe à Acq entre Lens et Arras. Du 15 au 20 mai, sur 240 km, les Français avaient échoué à couper le couloir des *panzers* faute de temps et de moyens suffisants. Tout est allé trop vite. « Dans cette campagne, en fait, les Français n'ont jamais réussi à prendre l'initiative... en général, leurs réactions sont arrivées trop tard »<sup>2</sup>. Il aura manqué la 7<sup>e</sup> armée, imprudemment envoyée vers la Hollande qui, avec ses forces mobiles, aurait pu réussir. Il aura surtout manqué ce nouvel art de la guerre que Marc Bloch exprima si vigoureusement : « Les Allemands ont fait une guerre d'aujourd'hui, sous le signe de la vitesse. Nous n'avons pas su, pas voulu en comprendre le rythme... si bien que ce furent des adversaires appartenant chacun à un âge différent de l'humanité qui se heurtèrent sur nos champs de bataille. »

À Paris, c'est le désarroi ; une manifestation des plus étonnantes dans un pays qui avait rompu avec l'Église en 1905. On invoqua le ciel ; une messe fut dite à Notre Dame en présence du gouvernement, des diplomates ; le grand bourdon de Notre Dame sonna. Le 26 mai les reliques de Sainte Geneviève, protectrice de Paris, circulèrent dans la capitale. Comme l'écrit Jean-Pierre Azema<sup>3</sup> : « Le dieu des armées n'était plus Français ». Dès ce moment l'idée d'armistice est dans les esprits, celui de Pétain, entre autres. Le choc psychologique de la catastrophe, le sentiment d'impuissance devant un ennemi qui ne jouait plus le jeu de la guerre classique, affecta les dirigeants qui, pour la plupart, loin de résister, passèrent du désarroi à l'abandon. « Croyant tout perdu, on finit par tout perdre » comme l'exprima Marc Bloch<sup>4</sup>.



Situation de l'avancée des PZD le 17 mai 1940. « Le mythe de la guerre éclair » de Karl-Heinz Frieser, Belin, 2015

1. Jean Lopez Perrin, *200 questions, 200 réponses sur la seconde guerre mondiale*, 2021. p. 23 p. 174. 2. Karl-Heinz Frieser, *Le mythe de la guerre éclair*, Belin 2015. 3. Jean-Pierre Azema, 1940, *L'année noire*, Fayard, 2010. 4. Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Gallimard, Folio histoire, 1990, p. 67 et 159.



## Le « plan Weygand » fait long feu le 27 mai

Weygand avait prévu de lancer la contre-offensive le 23 mai dès le lendemain de l'accord ; elle est repoussée au lendemain. Dans la nuit du 23 au 24 mai deux divisions britanniques de Gort avaient été encerclées par l'ennemi à Arras ; les Belges dont le front avait été enfoncé s'étaient retirés sur la Lys au lieu de l'Yser à 25 km plus à l'ouest, laissant un angle mort dont avaient profité les Allemands. Alors que la ville d'Arras est évacuée de justesse, Gort prend, le 25 mai, de sa propre initiative, sans avertir Weygand, la décision de décrocher et de gagner Dunkerque. Son objectif est de rapatrier le seul corps dont disposait alors l'Empire avant qu'il ne soit trop tard ; la ville était le seul port encore disponible. Gort refuse de participer à une contre-attaque sur la Somme en direction de Bapaume et Péronne où l'armée du général Frère tente depuis le 24 de reprendre les têtes de pont (cf. infra). L'appui britannique aux trois divisions légères mécanisées (DLM) françaises engagées est une nécessité, mais il estime l'opération impossible à cause de la suprématie de la Luftwaffe. La contre-attaque est repoussée au 26 mai, mais, ce même jour, le War Office ordonne, sans en avertir les alliés, le retrait du corps expéditionnaire par voie maritime ; l'opération « Dynamo » commence à 18h57.

Le 27 mai, il n'y a plus de coordination entre les forces alliées. La Belgique, se retire des combats ; le roi Léopold III, se sentant abandonné par le retrait des Britanniques, décide d'entamer, de sa propre initiative, des pourparlers avec l'ennemi ; Hitler se montrant intraitable, il finit par accepter une capitulation immédiate qui prend effet le 28 mai à 4 h du matin. Cette défection ouvrait, dans les lignes de défense alliées, une énorme brèche de près de 40 km que Montgomery parvint à colmater.

Du côté de l'adversaire, l'ordre d'arrêt ayant été levé la veille, les PZD peuvent reprendre leur progression à 8 h ce même jour. La préoccupation du général Weygand est alors d'élargir la poche de Dunkerque afin de permettre l'évacuation des hommes et du matériel, par la mer.

Une ultime tentative pour contrer l'avancée de l'ennemi vers Dunkerque est tentée contre la tête de pont d'Abbeville avec les divisions blindées disponibles. Après un premier échec, le 27 mai, où la 1<sup>ère</sup> division blindée britannique est décimée, la 4<sup>e</sup> DCR de de Gaulle, nommé général de brigade le 23 mai, attaque la 57<sup>e</sup> DI du général Blümm avec 137 chars. Faute de trans-

missions, de Gaulle ne peut exploiter le succès du 17<sup>e</sup> Dragon qui écrase la première ligne allemande et disloque le front. Von Manstein intervient, reprend ses troupes en main et stoppe une nouvelle attaque des dragons. Au terme de trois jours de combat, la 4<sup>e</sup> DCR est parvenue à reconquérir les 3/4 de la poche d'Abbeville, mais elle a perdu la 2/3 de ses chars. Le 30 mai, une nouvelle attaque massive sur le Mont Gaubert, une position que tiennent les allemands avec leurs mitrailleuses et surtout les canons de 88 et les mitrailleuses, se brise définitivement. Le 4 juin, la 2<sup>e</sup> DCR reconstituée, avec une centaine de chars, subit le même sort.

Après ce dernier échec, les dés sont jetés ; les armées françaises et le BEF sont pris au piège, mais entretemps le plan « Dynamo » a pu être mis en œuvre.

## « Le miracle de Dunkerque » du 26 mai au 4 juin 1940

L'évacuation avait été envisagée dès le 19 mai. L'opération elle-même, « Dynamo », commence le 26 mai en fin d'après-midi. Prévue en deux jours, il en faudra neuf, du 26 mai, au 4 juin. 861 bâtiments furent engagés, tandis que la Royal Air Force protégeait le ciel. Göring, qui pensait pouvoir terminer la bataille avec la seule Luftwaffe, perd la domination du ciel au-dessus de Dunkerque et le Channel. Il avait perdu 1000 appareils dans la campagne de France, les aérodromes se trouvaient encore en Allemagne à 400 km de là, deux fois plus loin que ceux de la flotte britannique. C'est un premier échec de Goering, un avertissement dont il ne tiendra pas compte, à son détriment, lors de la campagne d'Angleterre qui suivra.

Profitant du « Haltbefehl », les Alliés avaient pu mettre en place de solides lignes de défense dans un couloir d'une trentaine de km. Lorsque les PZD se mettent en branle le 27 au matin, ils se heurtent à une forte résistance sur 40 km dans le périmètre de Dunkerque à Lille, à Boulogne et Calais, sur l'Aa et sur la Somme. À peine 30 000 à 40 000 hommes, 39 chars, avec très peu de divisions anglaises, déjà en cours d'évacuation, retiennent un ennemi très supérieur et permettent le succès complet de l'opération. Leur résistance héroïque fut saluée par Churchill<sup>8</sup> et par le commandant de la 18<sup>e</sup> armée allemande Von Küchler. 338 226 hommes purent rejoindre la Grande Bretagne, le noyau de son armée professionnelle et 120 000 Français à partir du 1<sup>er</sup> juin alors que l'amirauté britannique pensait pouvoir en sauver seulement 30 à 40 000. Mais un énorme matériel dut être laissé sur place : près de 500 blindés, 2400 pièces d'artillerie et 63 000 véhicules. L'évacuation



Amicale 110<sup>e</sup> RI © overblog.com

elle-même coûta au pays un quart des navires qui y avaient participé ainsi que 177 avions. Le matin du 4 juin, près de 40 000 hommes, tous Français, qui avaient participé aux combats d'arrière-garde, furent fait prisonniers ; ce qui resta de la 1<sup>e</sup> armée encerclée, se rendit.

Ce succès renforça Churchill, qui avait été attaqué pendant la durée de l'opération, dans sa détermination d'aller jusqu'au bout et marginalisa le clan des défaitistes britanniques. Avait-il sauvé le pays comme l'affirme Von Küchler en sauvant son armée professionnelle ? C'est très douteux. La Grande Bretagne est une île défendue par la puissante *Royal Navy* et une *Royal Air Force* qui avait les moyens de contrer une *Luftwaffe* affaiblie comme le montra la campagne qui suivit. Le « miracle de Dunkerque » donnait au pays les moyens de poursuivre la guerre, d'abord en Afrique du Nord, puis en Europe à partir de 1943-44.

Ainsi, du 22 au 28 mai, ce « plan Weygand » qui aurait pu sauver la situation aboutit à un échec majeur. Sans doute, appelé trop tard, est-il intervenu aussi trop tard ; il n'eut pas le temps d'imposer un commandement unique aux Alliés alors qu'Anglais et Belges commençaient à douter du succès. Un nouveau « Miracle de la Marne » ne fut pas possible malgré toutes les tentatives, mais il y eut le « Miracle de Dunkerque » auquel participa l'ennemi lui-même. Il contribua avec la campagne qui suivit — le premier échec de Hitler — à faire de la Grande-Bretagne la base de la reconquête sur le continent.

## La bataille de France du 6 au 12 juin Des conditions très défavorables pour les forces françaises

Dès le 26 mai le gros des troupes allemandes, 120 divisions dont 10 PZD de 2500 chars avec une infanterie relativement fraîche, se masse sur la Somme et sur l'Aisne. En face, ce qui reste des troupes françaises, privées des forces alliées, amputées d'un tiers de leurs effectifs et demeurées piégées en Belgique avec l'essentiel de leurs divisions motorisées. Le rapport des forces en présence ne laisse aucune chance ; Weygand dispose de trois fois moins de divisions et d'avions, de 3 divisions blindées seulement avec 1200 chars, dont deux seulement sur le front de Somme. Chaque division doit tenir un secteur de 15 à 20 km, ce qui est excessif alors que les unes sont épuisées par les combats des jours précédents, les autres plus fraîches sont de qualité réduite.

Pour Weygand qui ne croit pas en la victoire, ce sera tout au plus un baroud d'honneur. Si le front de l'Aisne tient tant bien que mal depuis mai, le front de Somme est plus faible avec des têtes de pont ennemies sur la rive sud, que les multiples attaques n'ont pu ébranler. Sa stratégie consiste à fortifier les villages du front avec canons et mitrailleuses, autant de « hérissons » qui, disposés en profondeur, quadrillent l'espace ; ils sont appuyés par l'artillerie et des chars disposés aux carrefours et devant les ponts. Le plan allemand (*Fall rot/* plan Rouge) consiste, lui, à percer rapidement, en profondeur, avec les blindés, puis à occuper le terrain avec l'infanterie. La percée se ferait sur le front de Somme en vue de prendre Paris et la Basse Seine.

## La France est envahie

Rappelons simplement les grandes lignes d'une campagne qui ne dura que quelques jours. L'offensive allemande se déclenche dans la nuit du 5 juin de 3h30 à 4h sur l'ensemble du front, de la mer à la jonction de l'Aisne et du canal de l'Ailette. La défaite est considérée comme certaine dès le lendemain malgré de vives résistances pendant trois jours. La décision de Von Bock d'abandonner la progression des quatre divisions de *panzers* de Von Kleist vers Paris est décisive. Exploitant une tête de pont réalisée dès le 6 juin sur l'Aisne malgré la défense héroïque d'unités peu entraînées, il perce au soir du 9 juin sur une profondeur d'une trentaine de km. Le lendemain, 10 juin, jour que de Gaulle qualifia de « journée d'agonie », Von Kleist atteint Épernay, menaçant les troupes françaises sur l'Aisne où

7.Ibidem p 150. 8. Dominique Lormier, *Mai-juin 1940 : les causes de la défaite*, Alisio, 2020, p.145-146.

Guederian, qui avait été retenu le 9, par la 14<sup>e</sup> DI du général de Lattre en particulier, perce à son tour entre Château Porcien et Rethel. Rommel qui s'était emparé de Fécamp le 9 juin pousse ses chars vers l'ouest pour s'emparer des ports de l'Atlantique afin de couper la

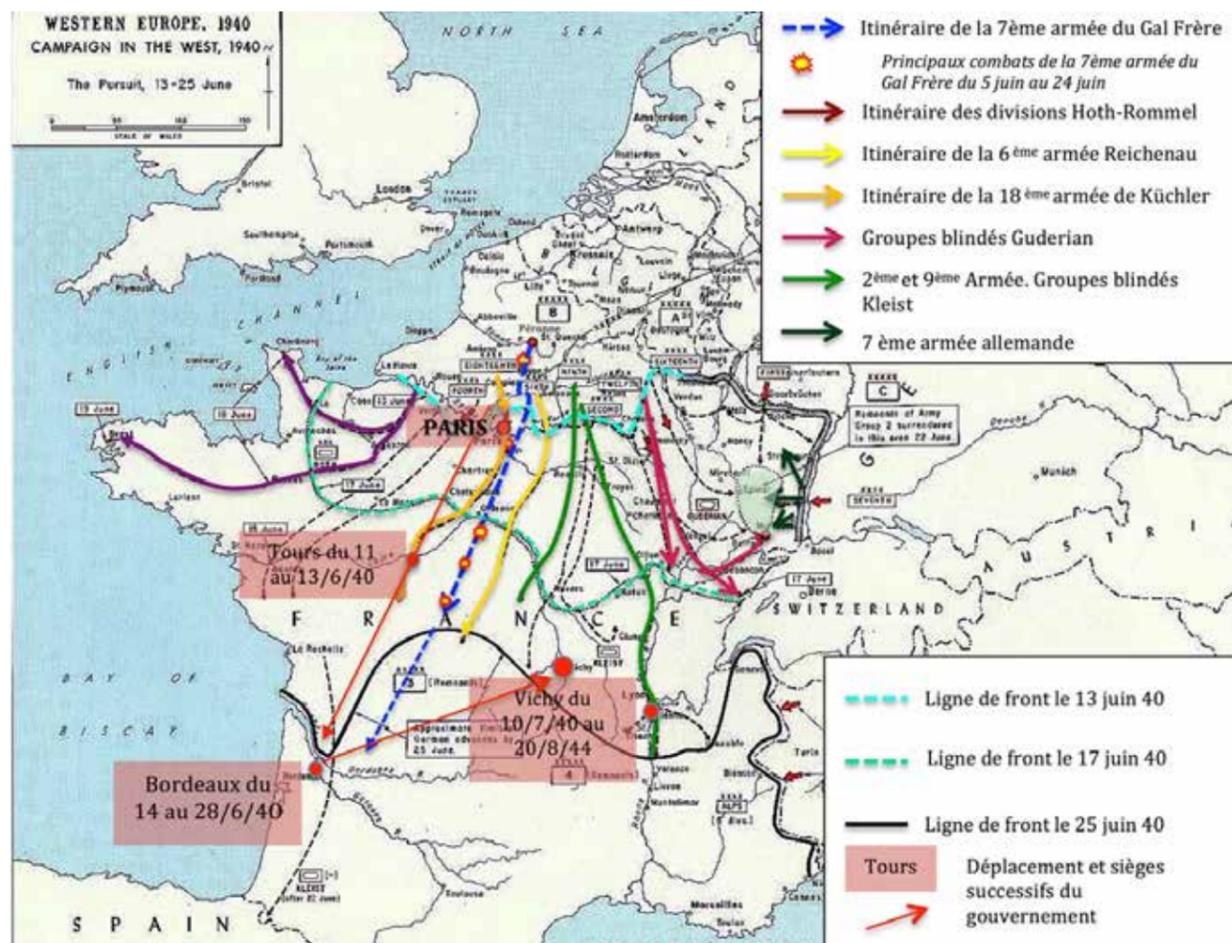


Exode dans le Bas-Rhin © DR

France de l'Angleterre. Le même jour, le gouvernement qui avait été remanié le 6 juin avec l'entrée du général de Gaulle comme sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, quitte la capitale le 10 juin et se replie sur la Loire dans la région de Tours. Weygand donne l'ordre de repli général, le 12 juin, à toutes les armées en contact avec l'ennemi ; le GA2 toujours en poste en Alsace se replie sur les Vosges. C'est la fin de toute action organisée.

Le recul des armées françaises va de pair avec un véritable effondrement politique et moral qu'illustre tragiquement l'exode de 8 millions d'hommes, dont 2 millions de Belges et Néerlandais, sur les routes, mêlés à une partie des troupes déboussolées. C'est dans ce climat tragique de chaos, prélude à une défaite totale, que les responsables politiques et militaires doivent, dans la très grande urgence, prendre des décisions : continuer ou capituler. C'est un autre combat, décisif, où vont s'affronter les « Durs » partisans de la poursuite de la lutte et les « défaitistes ».

### La montée des « défaitistes » à Briare du 11 au 13 juin



US Army - Department of History, United States Military Academy. Complété par l'auteur



Le drapeau nazi sur l'Arc de Triomphe à Paris, « Bei uns in Deutschland », Berlin, Volk und Reich Verlag, 1941

leur aide. La priorité pour l'instant c'est de partir pour Bordeaux, comme en 1870, car les Allemands vont entrer, le 14 juin, dans la capitale déclarée ville ouverte par Weygand deux jours plus tôt.

Sur le Rhin, le lendemain, le groupe d'armée de Von Leeb qui attendait son tour depuis plus d'un mois passe à l'action. Le 15 juin, il attaque, entre Rhinau et Neuf Brisach, avec sept divisions d'infanterie soit 70 000 hommes. Sa supériorité en hommes, en canons, en avions, est écrasante. La 104<sup>e</sup> DIF qui avait été laissée après le repli du GA de l'est depuis le 13 juin ne peut résister avec moins de 10 000 hommes que deux jours. La plaine d'Alsace envahie, les troupes de Leeb font leur jonction à Belfort, le lendemain 18 juin, avec celles de Guderian qui, arrivé à Pontarlier, remontait en Franche Comté. Pendant ce temps, à Bordeaux, se jouait le dernier acte qui allait sceller le sort de la guerre.



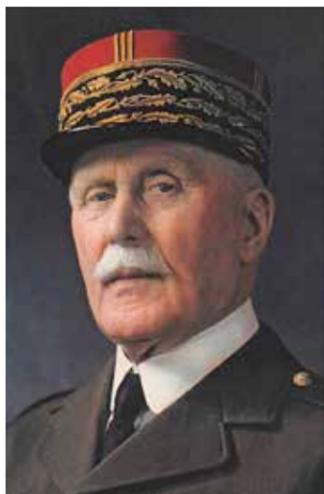
Traversée du Rhin, « Bei uns in Deutschland », Berlin Volk und Reich Verlag 1941

Lors de la réunion du conseil interallié au château du Muguet à Briare, puis au château de Cangé, les 11 et 12 juin alors que l'invasion est en cours, l'atmosphère est tendue ; la défaite semblait certaine ; le coup de la Marne de septembre 1914 qui avait signifié l'échec du Plan Schlieffen n'était plus envisageable. Churchill demande que l'on défende Paris, que la France entre en guérilla, que l'on défende les ports atlantiques ; il s'inquiète, en particulier, pour la flotte française. Les défaitistes sont paradoxalement les militaires. Le généralissime Weygand, persuadé que la défaite était inéluctable, que l'Angleterre capitulerait à son tour en quelques semaines annonce que la guerre est perdue ; il s'oppose au repli en Afrique du Nord, « une solution de désespoir » et se déclare pour l'armistice ; Pétain le rejoint le lendemain. Tous deux sont hostiles à ces politiques, à leurs yeux, responsables de la défaite, hostiles à tout cessez le feu qui déshonorerait l'armée ; un armistice est à signer par les politiques seuls. Darlan est sans doute de leur côté dès cette première réunion. Le gouvernement et le Parlement sont encore, majoritairement, pour la poursuite de la lutte ainsi que le Président de la République, Albert Lebrun. Reynaud qui disposerait encore, à ce moment, d'une majorité en sa faveur reporte le choix à plus tard. Le conseil interallié se réunit une dernière fois à Tours le 13 juin, mais en l'absence de Weygand, Pétain et Darlan, Churchill revenu pour inciter le gouvernement à continuer le combat, à respecter ses engagements de mars 1940, comprend que la France le lâchera malgré la volonté du Président du Conseil qui veut bien continuer la lutte, mais à conditions que les États-Unis apportent

### La défaite militaire et politique La victoire des défaitistes à Bordeaux, Pétain au pouvoir

À Bordeaux, le généralissime persiste dans son refus du cessez le feu avec l'accord de Pétain. Pour sortir de l'impasse, Chautemps qui a rejoint le camp de l'armistice propose au Conseil des Ministres, que l'on sonde les conditions allemandes en vue d'un armistice. La majorité des ministres le suit ; Reynaud propose sa démission ; elle est refusée par Albert Lebrun. Roosevelt et Churchill sont avertis.

Le lendemain 16 juin, c'est le basculement. À 10h, alors que les présidents des deux chambres se sont prononcés pour le transfert en Afrique du nord, Darlan, l'opportuniste, qui avait pourtant affirmé que la flotte ne tomberait pas aux mains des Allemands s'il y avait



Portrait officiel de Philippe Pétain (1941), imprimé par Draeger

armistice, change d'avis. Doutant du succès de l'opération vers l'Afrique du nord, choqué surtout par la demande de la Grande Bretagne de rejoindre les ports britanniques en préalable de la proposition Chautemps, il rejoint les rangs des défaitistes. C'est un coup fatal pour la poursuite de la guerre dans l'Empire. Un nouveau Dunkerque semblait pourtant possible.

Le général Vuillemin avait commencé à transférer,

dès le 16 juin, une partie de l'aviation en Afrique du Nord et cela jusqu'au 25 juin encore afin qu'ils ne tombent pas aux mains de l'ennemi. Une bonne partie des armées continuait à se battre, l'Empire était partisan de poursuivre la lutte et les forces de l'Axe n'avaient pas les moyens de porter le combat en Afrique. Mais il eût fallu le vouloir.

À 17 h, un plan d'union franco-britannique, à l'initiative de Jean Monnet, soutenu par le général de Gaulle et approuvé par Churchill est soumis au gouvernement français ; c'est la stupeur. Reynaud et Albert Lebrun sont pour, mais l'accueil du conseil est mitigé : « Mariage avec un cadavre » dit Pétain. « En trois semaines, les Allemands vont tordre le cou à l'Angleterre comme à un poulet » dit Weygand<sup>9</sup>. Il n'y a pas de vote ; Reynaud remet une nouvelle fois sa démission à Albert Lebrun et propose Pétain pour le remplacer. L'état catastrophique du pays, la pression des défaitistes, le sentiment que Reynaud, trop politicien, — dont la pensée était plus ferme que sa conduite<sup>10</sup> — ne pourrait pas aller plus loin, expliquent sans doute la décision aberrante de Lebrun : nommer à la tête du gouvernement celui qui s'était prononcé pour l'armistice. Ce dernier sort de sa poche une liste préparée d'avance avec Weygand à la Défense et Darlan à la marine, Chautemps vice-président ; les partisans de la poursuite de la guerre sont évincés. Le président Lebrun signe. À 23 h le premier conseil du nouveau gouvernement se prononce pour l'armistice et la demande des conditions de paix à l'ennemi.

Dans ce climat d'effondrement général du pays, les défaitistes avaient gagné. Et avec elle cette droite

conservatrice, défaitiste des années 30 qui n'avait pas su, ou n'avait pas voulu, voir la montée du péril nazi, s'était ralliée à l'apaisement britannique. Et avec elle une certaine bourgeoisie anti républicaine, anti démocratique dont était issue la plupart des cadres de la nation qui n'avait pas su évoluer elle-même, enfermée dans son mépris et son combat contre une société dont elle n'avait pas pu comprendre ni accepter les changements. À la faveur de la défaite, elle allait prendre sa revanche sur « la Gueuse » jugée responsable de tous les maux. Régénérer la France, lui faire retrouver ses valeurs éternelles, c'était la mission chimérique dont Pétain, le père tutélaire au chevet de la France malade se crut investi quand il lancera, quelques semaines plus tard, « la Révolution nationale ».

La voix et surtout la volonté des politiques lucides n'avaient pas suffi ; il aura manqué un vrai chef, un Clemenceau, un Winston Churchill comme en Angleterre, qui sut l'emporter face à ses propres « pétainistes ». Le lendemain l'annonce du nouveau gouvernement avec, à la tête, de vieux militaires illustres, et chevrons, fut perçu comme un signe de résistance<sup>11</sup>. On déchantait à midi.

### Le 17 juin, le discours démobilisateur de Pétain et l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle

Le premier discours de Pétain, le 17 juin, est un choc. Beaucoup attendaient de lui le sursaut salvateur qui allait renverser le cours de la guerre ; or il appelle à l'arrêt des combats, se privant ainsi de tout moyen pour contester les conditions du vainqueur. Les effets sont catastrophiques. Plus de 60 % des soldats se rendent sans combattre entre le 17 et le 25 juin, date de l'application des conventions de l'armistice. À Belfort le camp retranché s'est rendu sans combattre et le général Condé qui commande la 3<sup>e</sup> armée des Vosges signale que cela va poser problème pour motiver les troupes. Les villes de plus de 20.000 habitants sont déclarées villes ouvertes et des maires interdisent, à des unités qui combattent encore de les défendre ! Ce discours marque aussi le signal d'une capitulation à tous les niveaux, dans l'administration, les services d'État et autres.

Mais rien n'est encore totalement joué ; une partie de l'armée continue à se battre jusqu'au bout comme les armées de l'est, le 3<sup>e</sup> groupe d'armée à l'ouest dont la 7<sup>e</sup> armée du général Frère. Rares, en revanche, furent

ceux qui s'expatrièrent comme de Gaulle. Arrivé à Bordeaux le 16, craignant d'être arrêté par le gouvernement Pétain, il parvient à rejoindre l'Angleterre tôt le matin du 17 juin ; Mandel qui ne l'avait pas suivi est fait prisonnier. Relâché à la suite de la protestation de parlementaires, il aura ce mot cinglant pour Pétain : « Je plains mon pays qui vous a pris comme chef ! » Ces mots ne lui seront pas pardonnés ; il en mourra par la suite.



De Gaulle à la BBC © DR

Le lendemain 18 juin, Churchill prononce son célèbre discours, où il affirme que si l'Angleterre résistait, l'Europe pourrait être délivrée, fort de l'appui des dirigeants en exil à Londres. Pour la France, faute de politiques français de premier plan comme Mandel, Daladier ou Reynaud, il avait obtenu que le général de Gaulle, encore peu connu, puisse s'exprimer à la BBC le même jour. Ce fut dans une version censurée par le Foreign office, l'armistice n'ayant pas encore été signé, que de Gaulle s'adressa aux Français. Il analysait les causes de la défaite ; la force mécanique ; visionnaire, il affirmait que la Campagne de France n'était qu'une simple bataille dans une guerre déjà vue comme mondiale où les moyens, ceux des USA, allaient, un jour, écraser l'ennemi. Il se présentait comme l'homme de la résistance, de la poursuite de la lutte et appelait à lui tous ceux qui refusaient la capitulation de la France.

Peu de gens entendirent, ce jour-là, le fameux « appel du 18 juin », mais, à Paris, la radio nationale le mentionna précisant que « ses déclarations doivent être considérées comme non avenues ». C'était le 125<sup>ème</sup> anniversaire de Waterloo, mais, ce jour-là, de Gaulle

avait le sentiment de parler pour la France ; il devenait « l'homme du destin » comme le dit Churchill, celui qui, avec une ténacité exemplaire, allait constituer un contre-État, contre Vichy mais aussi contre certains de ses propres alliés, les Américains en particulier.

### Derniers replis, derniers renoncements

Le 20 juin alors que Bordeaux vient d'être bombardé dans la nuit, un signal de la part des Allemands, signifiant qu'ils sont les maîtres du jeu et qu'il faudra accepter. Il reste une possibilité ultime de gagner l'Afrique du Nord sur le Massilia ; le bateau affrété pour le transfert des parlementaires et du président de la République attend au Verdon. À l'instar des responsables européens qui se sont réfugiés à Londres, le président de la république, la plupart des parlementaires suivraient leurs présidents d'assemblée, Herriot et Jeanneney. Mais Pétain refuse de quitter la métropole ; Pierre Laval, un défaitiste de toujours, avec quelques-uns dont Marquet, le maire de Bordeaux finissent par faire fléchir le président Lebrun le 21 juin juste avant le départ du Massilia ; Herriot et Jeanneney suivent et avec eux la majorité des parlementaires. Le bateau, part finalement à 13h30 avec à son bord une vingtaine d'entre eux, Georges Mandel, Pierre Mendès France et Daladier. La propagande du gouvernement Pétain les fera apparaître ensuite comme des déserteurs... ! Les jeux sont faits.

### L'armistice, une faute

#### Un armistice qui fait le jeu de Hitler

La délégation française est conduite par le général Huntzinger. L'armistice est signé à Rethondes, dans le wagon où avait été signé, le 11 novembre 1918 celui qui mettait fin à la première guerre mondiale. Ainsi l'avait voulu Hitler, montrant qu'il achevait un conflit commencé en 1914, effaçait la défaite de 1918 par l'éclatante victoire de 1940. « La grande bataille de France est terminée ; elle a duré 26 ans » écrit un officier allemand, K-H Mende<sup>12</sup>.

La capitulation des politiques français faisait le jeu de Hitler. Il fallait surtout éviter que la France ne poursuive la lutte dans son empire avec les Anglais. Il lui fallait un partenaire docile plutôt qu'un pays vaincu dont il aurait la charge. C'est pourquoi il accepta les conditions sine qua non posées par la France : ne pas amputer le pays, Alsace comprise, conserver ses insti-

9. Jean Quellien, *La seconde guerre mondiale 1939-1945*, Tallandier, Texto, 2015, p.101. 10. Emmanuel Berl, *La fin de la III<sup>e</sup> République*, Gallimard, 1968, p.56. 11. Claude Quétel, *L'impardonnable défaite*, Perrin, Collection tempus, 2010, p.412.

12. John Keegan, *La Deuxième guerre mondiale*, Perrin, Tempus, 1990 p.120.

tutions, conserver la flotte et l'aviation. Les conditions sont cependant très dures, les trois quarts du pays sont occupés, toute la façade atlantique et la Manche en prévision de l'attaque de l'Angleterre, une exorbitante indemnité de 400 millions de Francs jour qui doivent en principe couvrir sa propre occupation mais la dépense très largement. La France conserve une armée réduite, sa flotte, mais désarmée, son aviation, son empire avec une force de près de 400 000 hommes dont environ 40 % en Afrique du nord. Ainsi la France, certes très réduite, demeurait-elle un pays souverain. C'était un moindre mal pour Pétain. Cette solution permettait à la France de conserver une place dans le nouvel ordre européen sous suprématie allemande lorsque le traité de paix serait signé, persuadé qu'on était que l'Angleterre serait rapidement éliminée.

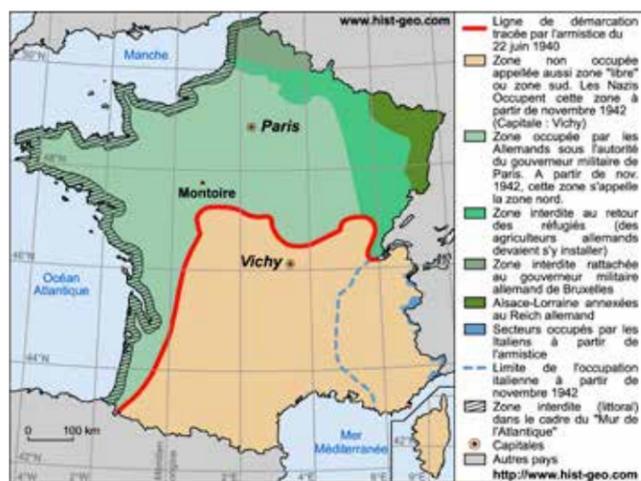


Dans le wagon de Rethondes, « Bei uns in Deutschland », Berlin Volk und Reich Verlag 1941

C'était une faute morale et politique<sup>13</sup>. Les 24 points de l'armistice arrangeaient grandement Hitler. Le pouvoir restant en France, c'était une rupture avec son ancien allié. Et au de-là d'une occupation coûteuse que la France prit à sa charge, il trouvait avec Pétain à sa tête le moyen de l'exploiter plus facilement<sup>14</sup>, de la faire participer à l'effort de guerre du Reich par son économie, le STO (la France fut le principal contributeur d'Europe) jusqu'à la collaboration acceptée à Montoire quelques mois plus tard.

Rupture avec l'accord franco-britannique du 28 mars 1940 : c'était un signe de faiblesse dont profitèrent, dès septembre, Mussolini en s'attaquant aux Britanniques en Libye, assuré de ne pas être menacé à partir de la

Tunisie, ou les Japonais qui s'installent en Indochine, une position stratégique pour leurs projets en Asie du sud-est.



La France après l'armistice du 22 juin 1940, <http://www.hist-geo.com>

### « Le naufrage de la France » (de Gaulle)

Le 22 juin au soir, l'ambassadeur de Grande Bretagne Ronald Campbell quitte le territoire avec tout le personnel ; il dira à François Charles-Roux, secrétaire d'État au Quai d'Orsay : « Mais alors, vous livrez la flotte aux Allemands ». Pour Winston Churchill, c'est un asservissement. La France était devenue sujette du Reich et n'était donc plus à considérer comme un pays indépendant. Ce sera lourd de conséquences deux semaines plus tard.

Pour de Gaulle l'armistice est une capitulation ; il aura ces mots « La vieillesse de Pétain allait s'identifier au naufrage de la France », rejoignant Max Gallo : « Trop vieux capitaines pour une mer déchaînée. Elle les engloutit. » et Marc Bloch : « Notre commandement était un commandement de vieillards ». Soutenu par Churchill, son action va consister à construire un contre État ; ce ne sera pas sans mal car il aura à le faire même contre les Alliés, les Américains en particulier, jusqu'à la reconquête de la France en 1944.

L'armistice fut accueilli avec soulagement par la population ; la guerre était finie. Ceux qui avaient fui sur les routes de l'exode purent revenir dans leurs foyers. Et ils trouvèrent les Allemands, finalement, « corrects ». Et le père tutélaire qui avait ramené la paix fut respecté comme le sauveur par l'immense majorité des Français.

Il n'en alla pas de même en Alsace et en Moselle, l'ancienne *Elsass-Lothringen*, bien que toujours française selon les conventions d'Armistice. En cinq semaines elle est rattachée au Reich et, dans les griffes nazies, systématiquement germanisée jusqu'à devoir plus tard se battre du côté ennemi. Et cela sans grande protestation de Vichy qui, certes, n'avait pas les moyens de s'opposer au vainqueur, un deuxième abandon après celui du Traité de Francfort en 1871.

### Conclusion La défaite était-elle inéluctable ?

Non. À plusieurs reprises une défaite totale, acquise en seulement sept semaines, aurait pu être évitée. Les revers de mai 1940 sont, bien sûr, à mettre au compte d'une armée qui n'était pas prête, qui avait tardé à se moderniser, qui n'avait pas évolué dans sa pensée militaire, qui n'avait pas su, à la différence du Reich, adopter ses tactiques dans une guerre où le matériel l'emportait sur la force de l'infanterie. Mais la chance fut du côté du Reich au vu des risques énormes qu'il prenait dans la traversée des Ardennes ; il bénéficia aussi des erreurs du commandement français, « un commandement de vieillards »<sup>15</sup> : avoir considéré cette percée comme une simple diversion, avoir imprudemment engagé en Hollande cette 7<sup>e</sup> armée qui aurait pu stopper les Panzers dans leur course à la mer. Gamelin, l'apôtre de la guerre méthodique, avait ses idées, mais l'ennemi n'a pas joué le jeu prévu. La Grande Bretagne sauva la plus grande partie de ses troupes grâce au « miracle de Dunkerque » ; elle eut surtout un chef hors pair, Winston Churchill qui sut mobiliser tout un pays, lui permettre de résister de juillet à septembre 1940, avant de devenir la base de la reconquête quatre ans plus tard.

En revanche, la deuxième phase, en juin 1940, était prévisible ; les Français n'avaient plus les moyens de beaucoup résister en métropole. C'est bien le facteur politique qui fut alors déterminant avec la victoire des défaitistes, alors que la France avait encore les moyens de continuer la guerre dans son empire aux côtés de ses alliés. Paradoxalement ce sera surtout l'œuvre de militaires, de vieux militaires comme Pétain, héros de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, de cette France vieillissante, affaiblie démographiquement par la guerre précédente et économiquement par la crise de 1929. Bien qu'elle ait résisté au fascisme face à l'extrême droite en 1934, des militaires, des politiques de cette France conser-

vatrice, anti-républicaine, finirent par faire basculer le pays du côté de Hitler dans un conflit perdu d'avance, dans l'illusion dérisoire que la défaite allait permettre de la régénérer. Cette France avait capitulé dans le vain espoir de figurer en bonne place dans le nouvel ordre européen ; après le « plutôt Hitler que Blum » ce sera, en 1941 : « Tout plutôt que le bolchevisme », plutôt la victoire de l'Allemagne que celle de l'URSS. Tragique erreur.

Faute d'un nouveau Clemenceau comme Churchill en Grande Bretagne, c'est un militaire, un général peu connu à l'époque, le général de Gaulle, qui allait la redresser. Avec opiniâtreté, il allait redonner à la France, avec l'aide de la résistance intérieure, la place qu'elle avait perdue en 1940. Si « étrange », inéluctable par certains aspects, fut la défaite de la France ; incertain, extraordinaire, providentiel, fut aussi ce qui permit son redressement quatre ans plus tard. ■

Jean-Marie Montavon,  
professeur agrégé de géographie

/ Fin

13. Olivier Wieviorka, *Les grandes erreurs de la seconde guerre mondiale*, Perrin, 2020, p.98. 14. Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les mythes de la seconde guerre mondiale*, Volume 2, dir. Jean Lopez & Olivier Wieviorka, Perrin, 2017, p.33.

15. Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Gallimard, Folio histoire, 1990, p.155

Un jour de décembre 1944, les prisonniers du camp de Tambov voient arriver une douzaine de jeunes femmes russes, des étudiantes de l'Institut militaire de langues étrangères de Moscou. Leur mission est, au contact des Français, de se perfectionner dans la langue française durant quelques semaines. L'une de ces étudiantes, Zoé Maslenikova (1923-2008), rédigea après la guerre des mémoires dont deux chapitres sont consacrés à cette visite. Des souvenirs qu'elle entreprit de traduire elle-même en 1997, suite à des événements et retrouvailles inattendus. Ce premier jet, publié en russe dans la revue *Kontinent* en 1996, fut ensuite repris et enrichi par l'auteure dans un ouvrage plus important publié en 2005<sup>1</sup>. Il faut noter que Zoé Maslenikova maîtrisait parfaitement le français alors qu'elle ne se rendrait pour la première fois en France qu'à l'âge de 78 ans. Nous avons choisi de restituer fidèlement ce texte tel qu'elle l'avait elle-même traduit. Les notes de bas de page ont été rajoutées par la rédaction du Courrier. La première partie de ce récit est parue dans le Courrier n° 38.

Après Noël les préparatifs pour le Nouvel An commencèrent dans le camp. Des prisonniers répétaient partout pour un concert de fête. Les artistes n'admettaient notre présence ni à l'état-major ni dans la cantine. Le Club aussi était occupé. Parmi les Français se trouvait un peintre de théâtre et comme nous l'entendîmes dire, il fabriquait à partir de rien des décors fantastiques. Nous languissions dans l'attente. Juste à ce moment un aviateur anglais apparut dans la zone intérieure. Comment ! Un Alliés dans le camp de prisonniers de guerre ? Le bruit courait que son avion avait été abattu et que le pilote serait tombé sur notre arrière-front. Oui, après une brève enquête il fut amené ici, car on n'avait pas décidé encore quoi faire de lui. J'étais la seule stagiaire ici qui parlait anglais. Nos filles me prièrent de faire la connaissance de cet aviateur qui aidait à peindre les décorations au Club, et de profiter de l'occasion pour apprendre ce qui s'y passait... Steve était maussade, il avait l'air hautain et fermé. Mais, ayant entendu sa langue maternelle, il s'humanisa. Steve appartenait à une riche famille écossaise. Il possédait son propre avion de sport et, ayant beaucoup volé, il fut admis dans l'aviation de chasse. Il se retrouva sur notre arrière-front parce qu'il avait perdu la direction pendant son premier vol de nuit. Nous n'eûmes qu'une seule occasion de nous parler. Quelques jours plus tard, Steve disparut du camp pour toujours.

Enfin, la veille du Nouvel An arriva. Le Club était méconnaissable : une scène, un rideau, des coulisses, des rangées de chaises et des bancs apparurent on ne sait d'où. Nos officiers arrivèrent, éméchés, avec des dames, et s'étant affalés sur les chaises des premiers rangs, fumaient avec sans-gêne. Je n'avais pas imaginé que le commandement du camp fût aussi pléthorique ! Des soldats soviétiques occupèrent les bancs. Il ne restait pas de place pour les Français de l'état-major, ils se tenaient debout aux passages. Je ne voyais pas Eugène parmi eux. On attendit longtemps le chef du camp pour commencer le concert. Enfin il arriva et



Baraque du camp de Tambov sous la neige. Nikolai Mamaev, Musée de l'université de Tambov © DR

s'installa au milieu du premier rang. Aussitôt un présentateur, lesté et gai, entra sur la scène d'un pas léger. Il portait un vrai frac ! Seuls ses souliers étaient dans un état lamentable. En gesticulant, très à l'aise, il parlait italien. Je n'ai rien entendu de tel de toute ma vie ! Sa façon de parler — je n'en comprenais pas un mot — était une musique fascinante, on aurait voulu qu'elle ne s'arrête jamais. Le lendemain je demandai à Vincenzo pourquoi le parler du présentateur différait tant de l'intonation italienne qui m'était déjà familière. Il m'expliqua que c'était le dialecte toscan, connu dans toute l'Italie pour sa beauté.

Le rideau se leva sur deux jolies maisons à petits balcons. Une lune pleine luisait sur la toile bleu foncé. Un Pierrot subtil et pâle comme la craie, aux sourcils noirs en triangle, était assis sur un balcon et soupirait tristement en regardant la lune. Une grande Colombine en tutu rose apparut en dansant sur le balcon opposé et chanta d'une voix grêle : « Au clair de la lune, mon ami Pierrot... » Puis ils s'envoyèrent un baiser, descendirent des balcons et exécutèrent une pantomime déchirante, chantèrent des couplets frivoles, dansèrent et enfin

Colombine attrapa sous son bras Pierrot qui gesticulait et l'emporta dans les coulisses. C'était facile pour elle, tous les rôles étant naturellement interprétés par des hommes. Un chœur italien chanta quelques chansons napolitaines et, en bis, *Mamma son' tanto felice*. Le rideau tomba et quand il se leva le public vit une corde tendue à travers la scène. Des bouteilles vertes d'un demi-litre y furent accrochées, remplies d'eau à des niveaux différents (on appelait cet instrument un xylophone à bouteilles). En frappant dessus avec deux bâtons métalliques, Boubi interpréta une mélodie virtuose extraite de la deuxième *Rhapsodie hongroise* de Liszt. Quand le tempo arriva au *presto*, les officiers s'écrièrent avec enthousiasme : « Quel Tsigane ! Ce n'est pas donné à tout le monde de jouer ainsi ! Bravo le Tsigane<sup>2</sup> ! », nous empêchant d'écouter le pauvre musicien. Un quatuor allemand interpréta *La truite* de Schubert, à deux accordéons et deux petits harmonicas. Le public s'ennuyait. La situation fut rattrapée par un duo de Roumains. Vêtus de chemises blanches et noeuds papillon noirs, ils dansaient une *tchetshotka* en agitant frénétiquement les jambes. À la fin ils dansèrent sur leurs mains, en faisant claquer en l'air leurs talons. Les officiers hurlaient à vous assourdir : « Bravo !! Bis !!! »

Au milieu de cette gaité bruyante je fus saisie d'une mortelle angoisse. Ces gueules mafflues et saoules restent planquées à l'arrière tandis que mon frère Serge, ayant déjà subi quelques blessures au combat, est de nouveau sur le champ de bataille et un sniper fasciste découvre sa belle tête rousse, si intelligente, facilement repérable sur son grand corps de basketteur. Et ceux-ci, ces malheureux ! De toutes leurs forces ils amusent leurs gardiens. Devant mes yeux réapparaît la baraque pleine de moribonds, le corps gisant sous un drap pour lequel l'infirmier récite une prière. Combien de ces prisonniers ne rentreront pas à la maison ? Vincenzo avait dit : « Chaque jour meurent cent hommes, peut-être davantage. » Lesquels parmi eux, vivants aujourd'hui, ne reverront jamais leurs mères, femmes, enfants, fiancées qui les attendent... Fiancées... Un beau visage de jeune fille inconnue aux traits tourmentés surgit devant moi. La fiancée d'Eugène ! Impossible de ne pas l'aimer. Je fondis en larmes et sortis de la salle.

## Chapitre 9

Je me souviens de tout le reste de façon confuse. J'évitais Eugène et lui-même ne se montrait pas à mes yeux. Avant notre départ nos interlocuteurs privilégiés offrirent aux stagiaires des cahiers d'écolier avec des dessins, de la musique et le texte de chansons françaises qu'ils nous avaient si souvent chantées.

Un prisonnier me remit un cahier et souffla à mon oreille : « De la part d'Eugène ». Sur une couverture rose était dessiné un pianiste aux cheveux longs, en frac, devant un piano à queue. Sur la première page Eugène avait soigneusement écrit en grandes lettres : *Souvenir de la petite Oasis française du camp 188*.

Ce petit recueil commençait par *La Marseillaise*. Après le titre de l'hymne un énorme point d'exclamation affirmait : les Allemands ont pu annexer notre chère Lorraine, mais nous étions, nous sommes et resterons français, c'est notre hymne ! Un drapeau rouge-blanc-bleu, un fusil et un tambour décoraient cette page. Douze chansons parlaient de l'amour pour la patrie, pour Paris, pour les femmes.

En faisant leurs adieux aux prisonniers, Lila et Moussia pleuraient, les autres retenaient leurs larmes. Je ne me rappelle pas la date de notre départ. Mais comme nous étions en retard pour la session d'hiver et passions nos examens à part, je crois que nous sommes rentrées à Moscou fin janvier. Bientôt Vassily Stépanovitch apparut dans notre Institut. Il nous salua de la part de nos amis du camp. Il nous proposa d'acheter des petits albums et des crayons de couleur : les Français désiraient écrire pour nous leurs chansons et faire des dessins sur du bon papier, pas des cahiers d'écolier. Je lui demandai si je pouvais également envoyer un cahier pour y obtenir la traduction du jargon militaire en français littéraire. Il me permit même, aimablement, d'ajouter à mon envoi une tablette de chocolat, des cigarettes et un billet sans enveloppe. Dans cette petite lettre officielle (en français) j'employai par hasard le mot anglais *parcel* au lieu du mot « colis ». Mais en français « parcelle » a un tout autre sens. Quelques semaines plus tard je reçus mon dictionnaire et l'album rempli de l'écriture ronde et précise d'Eugène. Cette fois l'album comportait deux parties : *Chansons pour vous et Poésies*. Entre les deux parties Eugène dessina un coin du vieux Metz. Il y avait bien d'autres dessins, de sa main ferme et assurée. Mon attention fut surtout attirée par un petit poème portant le nom de François Mauriac. Le voici :

### La prière

*Je ne veux que ton amitié,  
Ton amour je n'ose pas.  
Laisse-moi te parler tout bas,  
Afin que tu ne sois pas offensé.  
Je suis le pauvre qui guette  
Si ton cœur n'est pas fermé  
Et je veux que tu regrettes  
De ne pas pouvoir m'aimer.*

1. Zoya Maslenikova, Eugène Saint-Ève, *La petite oasis française. Roman documentaire. Souvenirs, journaux intimes, lettres* (en russe), Agraf, Moscou (2005), 592 pages. Collection *Les symboles du temps*.

2. Jenő Beamter (1912-1984) dit *Bubi*, musicien hongrois n'était sans doute pas tzigane. Sa tombe se trouve au cimetière israélien de la rue Kozma à Budapest, cf Courrier n°38.



Extrait du recueil confectionné par des prisonniers de Tambov (grâce au papier et aux crayons envoyés par les étudiantes) et précieusement conservé par Zoé © DR

*Et si mon regard se noie  
Dans le soir désenchantant  
Mon pauvre coeur est content  
De ces parcelles de joie.  
Une larme, un sanglot même  
Causés par toi sont bénis.  
En voulant bien que je t'aime  
Tu me donnes l'infini.*

Ces « parcelles de joie » m'assuraient que c'était Eugène qui avait écrit cette poésie. Du moins voulais-je tant le croire. Bientôt on nous convoqua auprès du général Biasi, le directeur de notre Institut militaire de langues étrangères. Vassily n'avait pas menti : le directeur était au courant de ce qui se passait entre nous et les prisonniers de guerre, mais par bonheur il ne savait pas tout. Pourtant notre général préféra gronder paternellement les filles naïves. Il ne voulait pas de scandale avec les services secrets qui d'ailleurs ne souhaitaient pas, eux non plus, compromettre la réputation de notre Institut qui formait leurs cadres. On ne congédia que Véra, d'ailleurs on trouva un prétexte inoffensif, aucunement lié au camp de Tambov. Véra était une jeune fille étrange, énigmatique même. Le visage bronzé, un teint de pêche mûre, quand elle levait ses cils, habituellement baissés, ses grands yeux brillaient. Elle parlait le français aussi bien que le russe, mais écrivait avec beaucoup de fautes. Véra ne répondait pas quand on lui demandait où elle avait si bien appris cette langue. Une excellente mémoire, une dissimulation et des réactions instantanées en toutes circonstances... Elle faisait déjà ses études à l'Institut pédagogique et était très contente de l'avoir échappé belle. Contre toute attente, Véra si fermée d'habitude, se confessa et raconta en détail comment elle avait préparé l'évasion de l'officier de reconnaissance roumain dont elle s'était éperdument éprise. Moussia, ayant pris froid à l'époque, gardait le lit et ne quittait pas notre baraque, même pour la cantine. Véra se proposait de remettre l'uniforme de Moussia à son ami roumain et celui-ci, en habit de femme, sortirait de la zone et irait avec Véra au petit marché de Rada, la gare de chemins de fer où notre commandement nous permettait d'aller acheter de la *mahorka* et des graines de tournesol. Elle avait déjà échangé sa robe de Moscovite contre des pantalons de village, une *chapka*, une veste matelassée — et caché tout cela dans la neige près de la route. Le Roumain devait se déguiser et, vêtu en villageois, parvenir au Sud et traverser la ligne du front roumain. De tous ces projets grandioses, un seul fut réalisé : des Roumains coupèrent le courant électrique et les amoureux s'embrassèrent pendant dix minutes dans le Club obscurci, juste au moment où Eugène, m'ayant invitée à la fête de Noël, n'avait pas encore quitté la baraque. L'évasion échoua grâce à Moussia :

elle eut l'idée de guérir le lendemain et d'enfiler son uniforme elle-même. Pourtant Vassily Stépanovitch eut vent de ce projet, mais il ne savait pas tout, certes, sinon Véra ne se serait pas tirée d'affaire aussi aisément. Elle n'avait aucune idée de ce qu'il était advenu de son ami. Elle espérait de tout son cœur que d'une manière ou d'une autre il s'en était sorti lui aussi.

La vie reprit son cours habituel : des examens, des services de planton, des instructions, des ordres. À la fin du mois d'avril 1945 je fus de nouveau convoquée auprès du général Biasi. On m'envoyait à Budapest comme interprète militaire. Je fus nommée au grade de sous-lieutenant et au mois de mai je partis pour la Hongrie, mais c'est une toute autre histoire. Six mois plus tard je revins à mon Institut. Un rattrapage d'examen recommença, puisque j'avais manqué la session d'été.

En 1946 la démobilisation générale battait son plein. À la faculté navale j'étais le seul étudiant-officier, d'ailleurs une femme et mes épaulettes embêtaient tout le monde. D'après le règlement militaire les matelots devaient se mettre au garde-à-vous dès l'entrée d'un officier et le saluer à chaque rencontre selon les formalités d'usage. Et tout cela devait être exécuté par les mêmes sergents et supérieurs qui m'avaient cruellement humiliée pendant deux ans. Cette situation absurde était due au fait que dans la marine de guerre on conférait des grades plus lentement qu'ailleurs dans l'armée, et moi j'étais on ne sait quoi ; j'appartenais tantôt à la marine, tantôt à l'armée. Le capitaine de corvette Ivanov, commandant de notre faculté, me prévint de la démobilisation prochaine. En attendant, mon père, colonel du service de santé, m'envoya pour rétablir ma santé dans un sanatorium destiné aux officiers de marine, à Kislovodsk. Quand je revins à Moscou, mon père m'appela pour m'inviter à une promenade dans les ruelles d'Arbat. Là il me raconta que pendant mon absence un type m'avait apporté une lettre. Papa l'ouvrit. Un Italien écrivait qu'on les rapatriait par bateau et il me suppliait de venir à Odessa. On me mettrait dans une caisse spéciale dans la cale. La nuit il me laisserait sortir et quand nous arriverions en Italie, nous nous marierions. Il ferait la paix avec son père et nous irions habiter dans une villa au bord de la mer Adriatique. Oh ! pourquoi Vincenzo n'avait-il pas écrit cette lettre stupide en italien ! Mon père était effrayé et irrité. Comment avais-je osé ! C'était scandaleux ! Si cette histoire parvenait aux oreilles des autorités compétentes cela finirait mal pour toute la famille ! Papa criait cela tout bas, presque en chuchotant. Il avait réduit la lettre en cendres, à peine lue. Il n'arrivait pas à se calmer, il me fallait porter son attention sur ma romance de Kislovodsk avec le capitaine de corvette Maslénikov<sup>3</sup>. Une semaine avant mes examens, on me démobilisa avec mes « cinq »<sup>4</sup> partout, sans diplôme.

3. Que Zoé épousa par la suite. 4. Note maximale, dans le système universitaire russe.

## Chapitre 10

Puis la vie suivit son cours, avec des zigzags aussi compliqués qu'imprévisibles. Je me souvenais d'Eugène avec un mélange de tristesse, de tendresse et d'offense. Pendant dix-huit ans je vécus à Arbat<sup>5</sup>, à l'adresse que je lui avais donnée au camp. Et toujours pas de nouvelles ! Pas une carte postale ! Je ne sais pourquoi, mais durant des dizaines d'années j'ai fait parfois le même rêve qu'on pourrait qualifier d'architectural. Un coin d'une vieille ville étrangère. J'en connais déjà chaque maison, chaque ruelle. Je me rappelle exactement où je dois tourner pour retrouver le quai avec des bouquinistes. Parfois je farfouille dans les livres et trouve quelque rareté précieuse. En réalité je n'avais jamais été en France, mais j'en étais sûre, ce coin d'une ville ancienne existait vraiment, avec tous ces balcons, niches, barreaux, pilastres, et était d'une manière ou d'une autre lié à Eugène.

Maintenant j'ai plus de soixante-dix ans. Au printemps, je me sens lasse des leçons d'anglais qui m'aident à vivre et à écrire mes livres en notre époque perturbée. Alors je vais me reposer un peu et « écrire » quelque chose dans la Maison des écrivains à Pérédielkino près de Moscou. En avril 1996 je n'avais là-bas qu'un seul voisin à table, c'était Valéry Pétrovitch Aouchev. Nous nous saluons, nous nous souhaitons bon appétit — et c'était tout notre commerce. Lundi, j'y prends le petit déjeuner pour la dernière fois : à trois heures déjà je donnerai mon premier cours à Moscou, mais Aouchev ne le sait pas. Il lève enfin ses yeux bleus, il a un regard tout à fait amical. Son sourire est embarrassé, il s'excuse :

- Vous n'avez pas de chance avec votre voisin. Un tel type désagréable qui ne desserre pas les dents. Pardonnez-moi.
- Laissez-là ! On voit que vous travaillez même en mangeant.
- Vous avez raison. Impossible de m'en détacher.
- Qu'est-ce que vous écrivez ?
- Un scénario sur un camp de prisonniers de guerre près de Tambov. Une histoire affreuse. Après la guerre une partie d'entre eux ont été rapatriés. On a ordonné aux autres de se préparer au départ aussi. Gais, heureux, prêts avec leurs maigres effets, ils furent expédiés dans un autre camp de concentration et en chemin on les a anéantis quelque part. Un vrai *Katyn* français !
- D'abord ses mots ne parvinrent pas à ma conscience. Mais quand je compris, j'eus de la brume devant les yeux. Mes pauvres Français avec les photos de leurs mères, femmes, enfants, de leurs bien-aimées ! Mon Dieu, aie pitié d'eux ! Mon cher Eugène Saint-Ève qui voulait devenir maître

d'école dans un village ! Si jeune, si beau ! J'ai honte à l'avouer, mais à la douleur perçante, au chagrin, à la fureur, se mêla du soulagement. Je croyais que tu m'avais oubliée, mais tu ne pouvais pas me trouver. Qui sait ? Peut-être es-tu mort avec mon nom sur tes lèvres ? Seigneur, pardonne-leur à tous, tous ! Donne la paix à leurs pauvres âmes. Je hais, je hais de toutes mes forces ce régime fasciste de Satan, son besoin insensé d'anéantir tout ce qui ne lui ressemble pas !

Aouchev parlait toujours.

- Les Français ont déjà réalisé deux films documentaires, mais les nôtres, ils se taisent. Maintenant, il s'agit de tourner un film franco-russe artistique et documentaire en même temps. Il doit contenir une histoire d'amour aussi. Je me donne beaucoup de mal à propos de ce sujet. J'invente une histoire d'amour entre un prisonnier français et une infirmière russe, mais ça ne va pas. Malheureusement il n'y a pas de témoins russes vivants. Les habitants des alentours ont peur d'en parler, même aujourd'hui. Et puis, peu d'entre eux y ont été, à l'intérieur de la zone.

- J'y étais, dis-je à Aouchev.

*Coctébel, 20 juin 1997.*

## Épilogue

*Zoé rédigea ces souvenirs en 1996, sans savoir encore si Eugène était encore en vie. Après leurs improbables retrouvailles elle les traduisit à son intention, en 1997. Le texte qui suit est extrait des souvenirs qu'Eugène Saint-Ève a rédigés lui-même, la même année, et dont une version plus complète et remaniée figure dans l'ouvrage référencé plus haut. Laissons la parole à Eugène Saint-Ève, pour l'épilogue de cette belle histoire.*

### 50 ans après, Moscou 1996

Autour du Père Alexandre Men<sup>6</sup>, figure emblématique de l'église orthodoxe russe, s'était constitué un noyau de fidèles, beaucoup venus de l'intelligentsia russe. Il y avait des responsables de la revue *Kontinent*, le fils de Pasternak, Yves Hamant ancien attaché culturel à l'Ambassade de France à Moscou et actuellement directeur des études slaves à l'Université de Paris X, un présentateur de la télévision moscovite, et une femme écrivain, Zoé Maslenikova.

L'heure semblait propice pour se pencher sur certains événements du passé soviétique, enfouis dans l'histoire, dont la période du fameux camp 188 de Tambov, où avaient été rassemblés de nombreux Alsaciens-Lorrains et où beaucoup avaient laissé leur vie.

Tous souhaitèrent aborder ces événements tragiques,

mais les témoins manquaient. C'est alors que Zoé Maslenikova parla de son passage au camp 188 en tant que jeune étudiante de l'Institut des langues de Moscou. Elle y était venue avec un groupe de jeunes militaires pour parfaire leur connaissance de la langue française.

On lui demanda d'écrire ses souvenirs. Elle le fit. Elle se souvenait particulièrement d'un jeune prisonnier lorrain qui l'avait prise en charge, avec lequel elle avait noué des liens de profonde amitié.

Elle remit le texte à Yves Hamant qui, intéressé par la nouvelle et cette idylle en temps de guerre, décida de faire des recherches en France. Ce fut facile par le « Minitel ». Il retrouva Eugène Saint-Ève.

Un soir, le téléphone sonna chez moi. Une voix inconnue me demanda si j'étais bien un ancien du camp de Tambov, si j'avais souvenir d'une certaine Zoé...

Je restai sans voix.

Brusquement surgit devant moi le souvenir de toutes ces années de guerre, de ma longue captivité en URSS, des journées terribles passées à Tambov, mais aussi de cet instant privilégié que nous avons baptisé « La petite oasis française » et qui avait illuminé le seul mois d'une période évanouie petit à petit dans la nuit du temps.

Yves Hamant vint me rendre visite à Metz. Nous parlâmes longuement de l'écrit de Maslenikova. Nous téléphonâmes à Zoé. J'entendis sa voix pour la première fois depuis cinquante ans... Je reconnus ses intonations. Je remarquais qu'elle n'avait rien perdu de l'usage de la langue française... Commença alors un échange de correspondance fournie. Nous avons tant de choses à nous raconter. Tant de souvenirs à se remémorer.

Nos existences depuis notre séparation avaient suivi des voies dissemblables. Zoé, après quelques années passées dans des ministères, est revenue aux langues, à l'écriture, aux arts. De mon côté, je devins disciple d'Hippocrate et suivis la voie de la médecine dentaire qui me conduisit à assumer dans mon pays la plus haute responsabilité, en qualité de Président de l'Ordre national des chirurgiens dentistes. La poésie, la musique, ne furent pas pour autant délaissées.

Nous avons d'abord voulu retrouver nos jeunes années, faire un bond en arrière dans le passé. Cela nous amusa un bon moment. C'était un rêve. Gommer cinquante ans d'un trait, comme si cela fût possible.

L'illusion dura un moment. Zoé, la première, reprit pied. Il fallut nous rendre à l'évidence. L'âge était venu, les cheveux avaient blanchi. Mais les souvenirs demeuraient. Ils devinrent plus vivaces de jour en jour. Je décidai de me rendre à Moscou, de revoir Zoé. Je n'y

allai pas seul. Mon fils, ma bru, une amie m'accompagnèrent.

Nous étions descendus à l'Hôtel Intourist, nous prîmes Zoé de notre arrivée. Rendez-vous fut pris pour le lendemain. J'attendis, tôt le matin, assis dans le hall, surveillant l'entrée. Dans mon esprit défilèrent des images innombrables : quel visage allais-je trouver, les cheveux châtain seront-ils devenus blancs ? Quelle allure, quel port de tête ? Allais-je la reconnaître ?

Je la reconnus tout de suite. La joie des retrouvailles nous jeta dans les bras l'un de l'autre. Nous nous assîmes dans un fauteuil pour nous dévisager à loisir... un air de jeunesse sous des traits plus marqués nous effleura, les yeux n'avaient pas changé derrière les lunettes, toujours aussi vifs. Du prisonnier et de la jeune fille, cinquante ans après, était resté l'essentiel. Nous tîmes nos mains serrées, longuement, longuement...

Mes enfants nous rejoignirent. Nous nous rendîmes à la célébration du culte orthodoxe. Nous y retrouvâmes tous les amis de la grande communauté<sup>7</sup> : en plus de Zoé, Dasha, Ludmilla, Elena, Galina, Yves Hamant le Parisien, de passage à Moscou, le Père Alexandre, et le nouveau.

La grande Famille nous adopta d'emblée. Les Russes étaient devenus nos amis de cœur. L'Histoire avait rejoint le conte de fées.

Eugène Saint-Ève  
Metz, décembre 1997



Eugène et Zoé lors de leurs retrouvailles à Moscou en novembre 1997 © DR

5. Quartier du centre de Moscou. 6. Alexandre Vladimirovitch Men (1935-1990), prêtre orthodoxe russe, réformiste, sauvagement assassiné en 1990, un crime resté impuni.

7. La communauté du Père Men.

## Notice biographique sur Zoé Maslenikova<sup>8</sup>

Zoé Maslenikova est née en 1923 à Kertch, en Crimée, et a passé son enfance à Sébastopol. Sa grand-mère, issue d'une famille aristocratique appauvrie, avait eu une bonne éducation, elle était poète, artiste-peintre, pianiste, compositrice. Sa mère, durant ses études à l'université d'Odessa (histoire, puis médecine) passa un an à la Sorbonne avant 1914, et servit comme infirmière puis comme médecin sur le front. Son père, originaire d'une ferme de Carélie, participa activement à la révolution de 1917, avant de s'engager comme médecin militaire dans la marine. Zoé étudia l'allemand auprès d'une Allemande à Sébastopol, et le français auprès d'une Française, l'épouse du docteur Svechnikov. Toutes deux furent hélas victimes en 1937 des purges stalinienne. Zoé étudia également la peinture auprès du peintre Youly Hippolitovitch Chpajinsky, dont toute la famille fut victime aussi de la terreur stalinienne.

La guerre surprit la famille de Zoé à Sébastopol, dont le port fut bombardé dès le 22 juin 1941. Zoé participa à l'évacuation d'enfants tout en préparant ses examens. Le 22 août elle fut avec sa mère évacuée à Kouïbichev (actuelle Samara)<sup>9</sup>. Là, Zoé s'inscrivit à la faculté de langues, dans des conditions de vie difficiles. Sa mère et elle partageaient une seule pièce avec quatre autres personnes (dont l'une vivait de prostitution) sans chauffage l'hiver, avec des murs couverts de glace. Zoé trouva un petit travail profitable en temps de guerre : peser et livrer du pain contre des cartes de ravitaillement. La ration quotidienne était de 400 g de pain noir et il fallait tirer l'eau gelée de la Volga. Sa mère était médecin de nuit dans un hôpital. Les Allemands avançaient et les nouvelles du front n'étaient pas réjouissantes. Le père resté à Sébastopol<sup>10</sup> ne put leur faire parvenir que deux lettres dans lesquelles il leur apprenait que leur maison avait disparu sous les bombes, que leur rue s'était effondrée, et qu'il dirigeait la défense sanitaire dans Sébastopol assiégée. Le frère de Zoé, Sergueï né en 1918, était sur le front de Léningrad, Sans nouvelles durant six mois, la famille apprit finalement qu'il avait été gravement blessé, hospitalisé à Omsk et bientôt renvoyé sur le front. Zoé renonça à suivre des cours à l'université, en raison de la distance à parcourir à pied au cœur de l'hiver et de l'absence de chauffage dans les salles de cours. Elle passa alors ses journées dans la bibliothèque municipale (chauffée) et se rendait plusieurs fois par semaine au théâtre ou à l'opéra, où se produisait la troupe du Bolchoï, repliée à Kouïbichev en 1941. Un billet pour ces spectacles coûtait alors « autant qu'une boîte d'allumettes ». Dans ces lieux elle côtoya le monde des diplomates évacués de Moscou. Bien que très méfiants envers les jeunes filles soviétiques de la période stalinienne, certains finissaient

par s'amouracher... Deux diplomates s'intéressèrent à elle : Kristen le secrétaire de l'ambassade de Norvège<sup>11</sup> et un certain Casimir, officier du corps des volontaires polonais. Pour des raisons qu'elle ignorait, les services du SMERSH (contre-espionnage de l'armée soviétique) lui demandèrent de les aider à obtenir des renseignements sur ce Casimir. Elle dut se rendre au bureau du NKVD trois nuits de suite. On tenta de la convaincre, avec promesses et menaces, de travailler pour eux mais elle refusa. Elle cessa donc de voir Casimir.

Un jour le père arrive à Kouïbichev, bien vieilli. Il a réussi à quitter Sébastopol pour le Caucase, en sous-marin, juste avant la reddition de la ville. Elle demande alors à son père de l'aider à quitter Kouïbichev où elle s'ennuie. Quelques semaines après le départ du père, un pli recommandé lui parvient de Moscou. Elle est appelée à servir dans la marine de guerre, et a rendez-vous avec les services des cadres de l'espionnage. Elle arrive à Moscou, y rencontre brièvement son père devenu président de la commission du comité militaire de santé. Elle intègre finalement l'institut militaire de langues de la marine.

Le capitaine Ivanov commande cet institut de langues qui existe depuis deux ans seulement, 150 garçons, 6 filles. Les langues enseignées à l'école sont celles de l'ennemi (allemand, italien, japonais) et celle des Alliés (anglais), pas le français ! Elle est admise en 2<sup>e</sup> année d'anglais. Ambiance terrible, elle est la proie de toutes les railleries possibles. Elle écope de 15 jours de prison pour s'être fait subtiliser un registre important par un autre élève. Elle aurait dû être renvoyée...mais on la garde finalement par manque de gens parlant le français. Elle continue en parallèle l'étude de l'anglais, tout en se consacrant à la langue de Molière dans un institut de l'armée de terre (bénéficiant pour cela d'un double statut). La suite de ses années de guerre est racontée dans les souvenirs ci-dessus.

## Zoé Maslenikova en Alsace

Aux retrouvailles miraculeuses d'Eugène avec Zoé se sont ajoutées celles, presque au même moment, d'Eugène avec un autre ancien de Tambov impliqué dans le « carnet de chansons françaises ». Au début des années 90, Charles Mitschi (mon père) suivait un soir le journal télévisé. Il y était question de conflit entre les chirurgiens-dentistes et la Sécurité sociale quand, soudain, mon père n'en crut pas ses yeux en voyant apparaître à l'écran un visage familier et le sous-titre : Eugène Saint-Ève, Président de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes...Eugène, le camarade de captivité ! Grâce au « Minitel » il trouva facilement son adresse à Metz, mais n'osa pas lui écrire, trop impressionné par ses hautes fonctions.



Zoé à Peredelkino en 1999, émue de montrer son carnet de chansons à la page « J'attendrai » © DR

Les années passèrent. En août 1998 mon père participait au voyage en Russie de l'association *Pèlerinage à Tambov*. Il avait emporté une liste d'adresses, dont celle d'Eugène à qui il finit par écrire, non sans une dernière hésitation. Six semaines plus tard, le téléphone sonnait : « Je viens il y a cinq minutes de recevoir ta carte de Tambov. » C'était Eugène, qui avait du mal à maîtriser son émotion et qui, trois jours plus tard, lui envoyait une longue lettre lui racontant sa vie. Amèrement déçu par l'incompréhension de la population qui accueillit les incorporés de force un peu comme des parias, Eugène avait décidé d'effacer de sa vie cette période de 1943 à 1945, de ne plus jamais en parler, ce qu'il fit pendant cinquante ans jusqu'au jour où...tout changea avec la réapparition de Zoé.

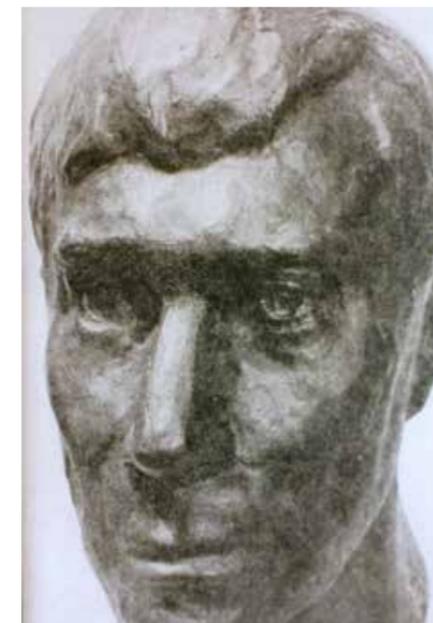
Eugène ne manqua pas de parler de mon père à Zoé, qui se souvenait très bien de cet autre prisonnier musicien ayant participé à la confection du « carnet de chansons » offert aux étudiants russes. Dans son livre<sup>12</sup>, page 210, mon père écrivait de façon prémonitoire en 1993 : « Il est donc fort possible que quelque part en Russie se trouve encore une de ces ex-étudiantes, maintenant grand-mère ou arrière-grand-mère, qui possède ce recueil de chansons françaises abondamment illustré. »

Les deux Malgré-nous, le Mosellan et l'Alsacien, se revirent pour la première fois en novembre 1998. Citons Eugène<sup>13</sup> : « Ces retrouvailles, j'y pensais depuis que tu m'avais envoyé ta lettre de Tambov. Elles sont venues s'ajouter à mes retrouvailles avec Zoé...comme si, d'un seul coup, le destin s'était pris d'affection pour moi et m'avait pris par la main, m'avait gentiment reproché d'avoir voulu, sans raison aucune, rayer de ma vie une période pourtant importante de notre existence.(...) Nous étions jeunes, nous savions que la vie ne pouvait s'arrêter ainsi d'un seul coup, surtout si loin de chez

nous. Alors, ce qui a éclairé les jours sombres, c'était l'amitié, cette force précieuse qui nous a aidés à traverser toutes les épreuves. (...) J'ai téléphoné lundi à Zoé. Elle est impatiente d'avoir de tes nouvelles. Tu vois, certaines boucles sont déjà bouclées. »

Il s'ensuivit, jusqu'à leur dernier souffle, une intense correspondance entre ces trois vieux amis que le temps n'avait pas réussi à séparer.

En août 1999, je profitai d'un voyage professionnel à Moscou pour rendre visite, avec mon mari, à Zoé qui passait l'été à Peredelkino, le village des écrivains. Ce



Tête de Pasternak sculptée par Zoé © DR

8. D'après le livre de Maslenikova et Saint-Ève cité plus haut. 9. Sur la Volga, à 1000 km à l'Est de Moscou. 10. Ville assiégée par les Allemands du 30 octobre 1941 au 4 juillet 1942. 11. Kristen Klaveness (1917-2001), diplomate norvégien auprès du gouvernement de Norvège en exil à Londres. En attendant une mission, il avait pris des cours de russe auprès de Virginia Haggard, future seconde épouse de Marc Chagall, ce qui lui valut d'être envoyé à Moscou. Il parlait huit langues et fut un moment, après guerre, le secrétaire de Trygve Lie, Secrétaire général des Nations Unies.

12. Charles Mitschi, Tambov, *Chronique de captivité*, Jérôme Do Bentzinger Éditeur, 2002. 13. Lettre à Charles Mitschi datée du 17 novembre 1998.

fut une rencontre émouvante à plus d'un titre. L'une des premières choses que nous montra Zoé fut le carnet de chansons qu'elle avait soigneusement conservé et dont elle avait préparé une photocopie pour mon père.

Elle nous a ensuite parlé de sa vie après la guerre, de ses activités artistiques, d'écrivaine et de sculptrice, de son engagement auprès du père Alexandre Men dont elle continuait à animer la petite communauté après l'assassinat de ce dernier. Zoé avait notamment sculpté le buste de Boris Pasternak<sup>14</sup> et celui de la poétesse Anna Akhmatova<sup>15</sup>. L. Tchoukovskaïa<sup>16</sup> en 1963 : « Puis elle (Akhmatova) m'a raconté qu'elle posait pour la sculptrice Maslennikova. Elle aime bien la sculpture que cette artiste a faite de Pasternak, et sa tête à elle lui plaît aussi. »



Zoé dans son atelier © DR

Elle nous a montré la datcha de Pasternak et nous a emmenés sur sa tombe<sup>17</sup>.

Zoé est restée très proche de la famille Pasternak, en particulier du fils Evgueni<sup>18</sup> qui dans le livre qu'il a consacré à la correspondance entre ses parents<sup>19</sup> écrit à la page 579 : « Pendant tout l'été<sup>20</sup>, Zoïa Maslennikova vint régulièrement modeler le buste de papa, qui posait parfois pour elle dans une petite pièce près du garage. » Parmi les livres publiés par Zoé, l'un intitulé *Le portrait de Boris Pasternak* (1968) évoque ses entretiens avec l'écrivain, un autre, *La vie du père Alexandre*



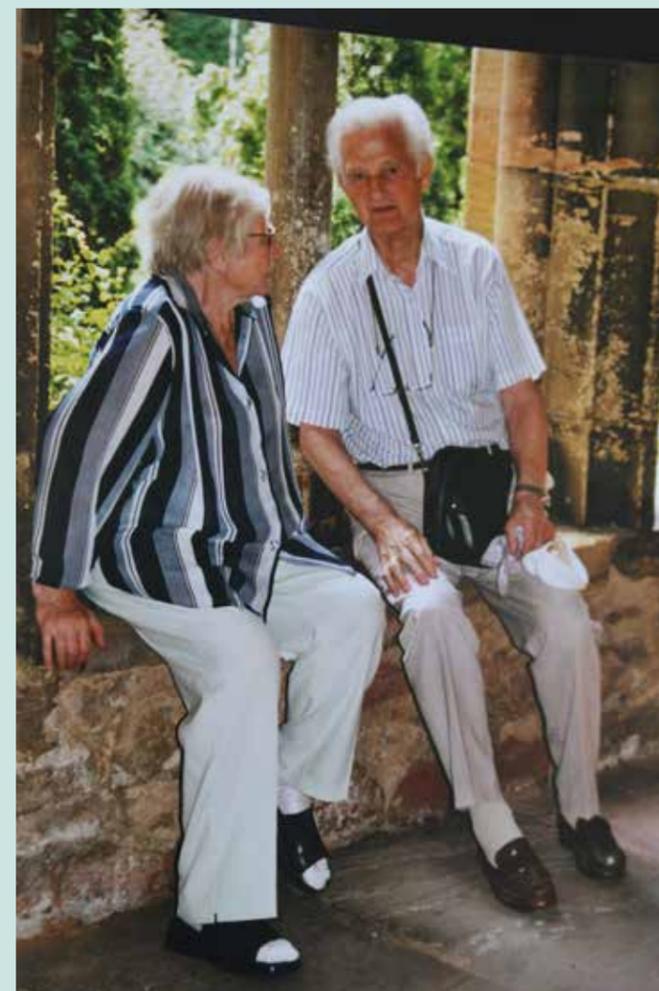
Zoé sur la tombe de Pasternak à Peredelkino en 1999 © DR

*Men* (1995) est consacré au prêtre orthodoxe réformiste assassiné en 1990. Les principales œuvres sculptées de Zoé ont hélas disparu après qu'une nuit son atelier a été vandalisé et ses œuvres détruites, un acte criminel jamais élucidé non plus.

En 2001 Zoé vint en France à l'invitation d'Eugène. Durant son séjour à Metz, elle se rendit en Alsace pour rencontrer enfin mon père. Elle découvrit avec émerveillement la ville de Colmar et ses environs, le Retable aux Unterlinden, puis nous lui fîmes visiter Strasbourg. Lors de la visite en bateau de la ville, elle fut particulièrement frappée par l'idée de l'architecte du Parlement européen, qui a choisi de construire un bâtiment circulaire « incomplet » symbolisant l'ouverture de l'Union européenne et son possible accueil de nouveaux membres<sup>21</sup>. Elle disait vouloir s'inspirer de cette idée pour ses propres œuvres. Ce fut hélas notre dernière rencontre avec Zoé, décédée le 9 février 2008, six mois après Eugène, quelques mois avant mon père. ■

Claude Mitschi,  
fille de *Malgré-nous*

/ Fin

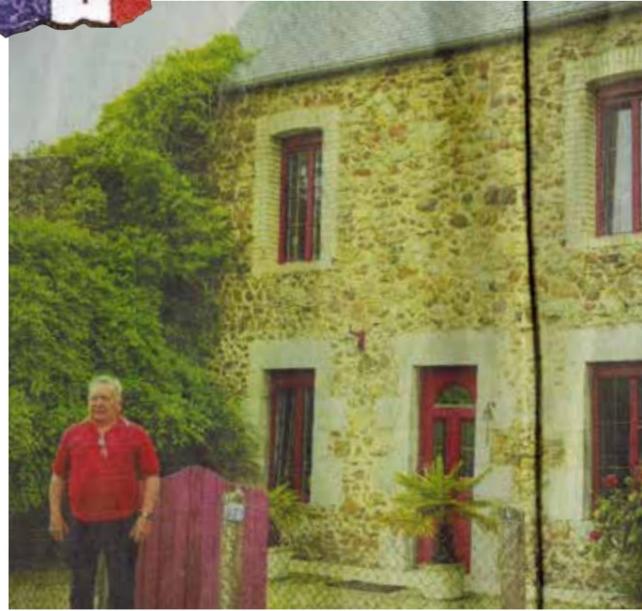


Zoé Maslennikova et Charles Mitschi dans le cloître des Unterlinden en 2001 © DR

<sup>14</sup>. Boris Pasternak (1890-1960), prix Nobel de littérature, auteur notamment du roman *Le Docteur Jivago*. <sup>15</sup>. Anna Akhmatova (1889-1966), poétesse, l'une des plus grandes figures de la littérature russe. <sup>16</sup>. Lydia Tchoukovskaïa, *Entretiens avec Anna Akhmatova*, Éditions Le Bruit du temps, 2019, p. 768. <sup>17</sup>. À la mort du grand écrivain en 1960, Zoé avait aidé la famille Pasternak à organiser, de nuit, un office religieux (non autorisée à l'époque soviétique) après ses obsèques publiques. <sup>18</sup>. Evgueni Pasternak (1923-2012), critique littéraire, fils du célèbre écrivain et de la peintre Evguenia Lourié (1898-1965). C'est lui qui en 1989 a finalement pu récupérer à Stockholm la médaille du prix Nobel de son père, auquel les autorités soviétiques avaient interdit en 1958 de l'accepter, jugeant *Le Docteur Jivago* anti-communiste. <sup>19</sup>. Boris Pasternak, *Correspondance avec Evguénia (1921-1960)*, édité par Evgueni Borisovic Pasternak, traduit par Sophie Benech, Gallimard 1997. <sup>20</sup>. Fin des années 50. <sup>21</sup>. Le graveur qui a réalisé la médaille d'honneur de la ville de Strasbourg pour ses illustres visiteurs, s'est hélas efforcé de corriger cette ouverture en gravant une tour complète et fermée...



## Nos amis normands : des pommes...



Jean Bézard © DR

### La dernière idée de Jean Bézard

Jean Bézard a neuf ans en juillet 1944 quand dans sa Normandie natale, près de Gouville-sur-Mer, il se trouve nez à nez avec deux soldats allemands qu'il prend pour des espions... et qui s'avèrent être des Alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande... Cet épisode devait le marquer à vie. En 2000, l'heure de la retraite étant venue, après une belle carrière d'enseignant, il entreprit un voyage en Alsace et se retrouve à nouveau avec des Malgré-nous rescapés du désastre. Un choc ! Et voilà notre retraité qui va se lancer avec une incroyable passion dans l'histoire des incorporés de force alsaciens et mosellans et particulièrement de ceux qui sont passés en Normandie, ceux qui ont pu s'évader et ceux qui y sont morts. Solidement épaulé par sa compagne, Nicole Aubert tout aussi passionnée que lui, il fonde la SNIFAM (Solidarité normande aux incorporés de force d'Alsace et de Moselle). Objectif : faire se rencontrer des Normands et des Alsaciens-Mosellans dont les familles ont vécu cette période, recueillir leurs témoignages, réunir des gens qui ont pu se croiser, organiser des rencontres entre eux ou leurs descendants, créer des réseaux pour reconstituer des filières d'évasion... et jeter un pont d'amitié entre la Normandie et l'Alsace-Moselle. Nous avons maintes fois évoqué dans nos lignes les succès de leurs recherches, la SNIFAM et l'AMAM travaillent main dans la main.

Nicole et Jean nous ont toujours surpris par l'originalité de leurs recherches, la hardiesse de leurs propositions et les réussites de leurs travaux de bénévoles. Leur dernière trouvaille ? « Les vergers du souvenir » qui viennent compléter leurs nombreuses conférences, interventions dans les écoles, organisations de cérémonies du souvenir. Il s'agit de proposer aux municipa-

lités alsaciennes ou mosellanes de planter un arbre par victime de l'incorporation forcée. La SNIFAM envoie des greffes de variétés de pommes et de poires normandes et alsaciennes, aux mairies de trouver un endroit pour les planter, chaque arbre portant le nom d'un Malgré-nous mort pendant le conflit.

Saint Hippolyte fut la première commune à se lancer dans la réalisation de cette proposition avec succès. Rien d'étonnant : c'est en quelque sorte la commune d'adoption de Jean et de Nicole qui y résident pendant un mois chaque année pour mener leurs enquêtes dans la région (plus de 200 familles identifiées, de Malgré-nous qui sont passés en Normandie...) et les assemblées générales de l'association, qui comprend des membres normands et alsaciens, se tiennent à la mairie du village, la prochaine ayant lieu le 15 mai 2022...

La commune de Richwiller ne s'est pas fait attendre pour suivre l'exemple à l'initiative du conseil municipal, de la société d'histoire locale et du conseil de fabrique de l'église Ste Catherine. Leur verger du souvenir se compose de 12 arbres portant chacun le nom d'un incorporé de force de la commune tombé dans les conflits et « qui mérite une reconnaissance durable pour son courage et l'exemple qu'il a donné pour la France ». ■

\*\*\*

**Alors Mesdames, Messieurs les maires, passez commande de vos greffes auprès de :**

Jean Bézard  
6 bld Maritime  
14 750 St Aubieu sur Mer  
02 31 96 33 03  
06 47 16 73 02

\*\*\*



Verger du souvenir à Richwiller © DR

## ...et un colloque



### Des Alsaciens-Mosellans à Caen

Le Mémorial de Caen (directeur général Stéphane Grimaldi), les Amis du Mémorial de Caen (président Jean-François Morlay) et la SNIFAM (Jean Bézard) organisent, en septembre prochain, les journées de rencontre à Caen sur le thème « Incorporés de force alsaciens et mosellans ».

Jean-Pierre Thiry a été chargé de piloter le projet. Il se présente :

« Européen, français de nationalité et Mosellan d'origine, l'histoire était dans mon berceau dès le jour où j'ai mis pied sur cette planète, il y a 72 ans.

En deux mots, comme pour la plupart d'entre vous, ma famille paternelle a changé quatre fois de nationalité. J'ai donc grandi avec l'accent du « platt »<sup>1</sup> tout en étant élevé dans le respect des peuples et de leur histoire. Ma carrière professionnelle, sous le signe de l'international, m'a habitué à intégrer des cultures différentes. Le passé permettant de comprendre le présent, j'ai trouvé normal de m'impliquer dans la vie de l'association des Amis du Mémorial de Caen, dont je suis le trésorier.

Compte tenu de mes origines, il m'est naturel de piloter ce projet sur les Incorporés de force. Une équipe de sept membres m'assiste afin d'assurer la totalité de l'organisation pratique de l'ensemble de ces journées, en liaison avec les responsables des associations co-organisatrices.

Ces journées d'études, à Caen, sur le thème des « incorporés de force » permettront également d'illustrer l'implication de l'Alsace-Moselle et de la Normandie dans l'écriture de ces pages sombres de l'histoire de France. Le titre exact de ces journées n'est pas encore arrêté définitivement.

Nous vous savons engagés dans la transmission de l'histoire de l'Alsace et plus particulièrement des Incorporés de force. Nous partageons avec vous l'oubli inacceptable dans nos livres d'histoire des deux annexions de l'Alsace-Moselle et, notamment, du traitement infligé aux Incorporés de force. » ■

Jean Bézard,  
SNIFAM

\*\*\*

**Suite à ce colloque, nous accueillerons nos amis normands pour une visite de l'Alsace sur les traces des incorporés de force avec une cérémonie à Obernai.**

**Le lundi 10 octobre, il seront au Mémorial de Schirmeck.**

\*\*\*

1. Il s'agit du francique lorrain, langue régionale de la Moselle germanophone

### L'esprit du colloque

Ces journées doivent être un exemple d'explications, de clarté et d'authenticité. Journées qui doivent permettre, d'une part, une juste information auprès du public normand et, d'autre part, une contribution à réparer une double cicatrice qui existe en Alsace-Moselle. Blessures relevant des deux annexions, d'une Incorporation de force et d'un oubli dans les manuels d'histoire.

Nous vous présentons ci-après le programme de ces journées ; il ne s'agit que d'une première ébauche qui pourra encore évoluer dans le détail.

#### › Journée du 27 septembre 2022

##### Introduction / 9h30

Intervenants : Joël Bruneau, Stéphane Grimaldi, Jean-François Morlay

1871, annexion de l'Alsace-Moselle  
Conséquences au quotidien

Réintégration à la France en 1919

Intervenant : Nicolas Mengus

Annexion en 1940 / Le RAD et les Hitlerjugend  
Les Malgré-elles

L'incorporation de force en 1942

Intervenant : Claude Herold

##### Pause déjeuner

La résistance alsacienne

Les repréailles sur les récalcitrants

Le camp de Schirmeck / Le Struthof

Intervenante : Marie Goerg-Lieby

Les Malgré-nous sur les différents fronts

Intervenant : Joseph Tritz

##### Pause

La Normandie et les actions de la SNIFAM

Intervenant : Jean Bézard

Le Débarquement, les évasions Oradours/Glane

Le procès de Bordeaux

Intervenant : Jean-Laurent Vonau

Fin 1<sup>ère</sup> journée : 18h00

#### › Journée du 28 septembre

##### Reprise : 9h

Mémorial de Schirmeck

Intervenant : Marcel Spisser

L'ASCOMEMO (Association Conservation Mémoire Moselle) & le rôle de l'ADEIF (Association Déserteurs, Evadés et Incorporés de Force)

Intervenant : Philippe Wilmouth

Les commémorations

Incorporés de force : les morts pour la France / les livres d'histoire

Intervenant : Alfonse Troestler

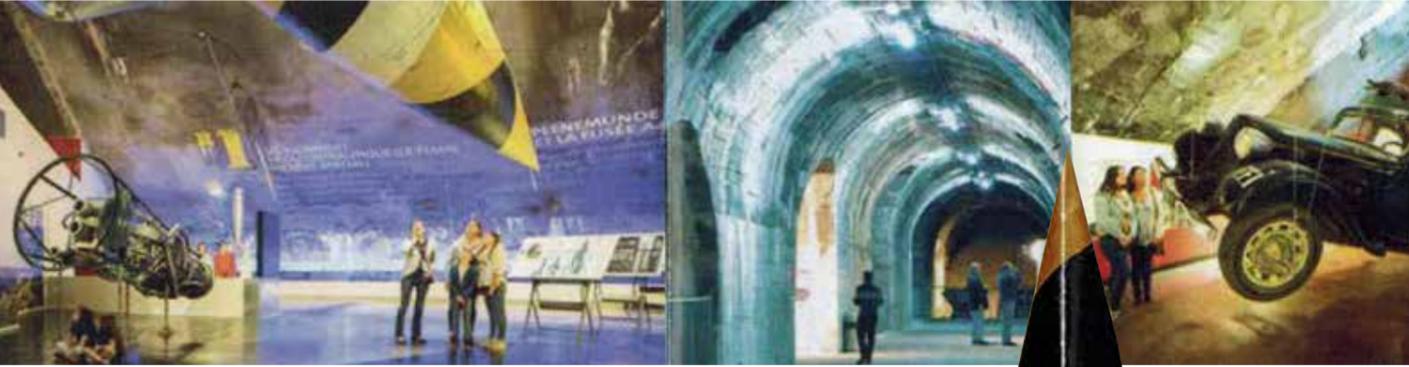
Conclusions et remerciements

Jean-François Morlay, Stéphane Grimaldi

#### › Journée du 29 septembre

Possibilité, pour les intervenants qui le souhaitent, de visiter le Mémorial de Caen, les plages du débarquement ou d'autres lieux souhaités.

# La Coupole, centre d'histoire du Nord-Pas-de-Calais



## Ancienne base de lancement des fusées V2

C'est en 2004, lors d'un séjour dans le Pas-de-Calais que j'ai découvert ce site historique.

La Coupole figure parmi les vestiges les plus impressionnants de la Seconde guerre mondiale.

Situé à Wizernes au sud de Saint Omer, cet immense bunker, véritable cité souterraine, construit en 1943-1944, était destiné à stocker, préparer et lancer vers Londres l'arme secrète de Hitler, la fusée V2.

Mis au point dans le centre ultra secret de Peenemünde par l'équipe de Wernher von Braun, ces missiles sont, avec la bombe atomique américaine, les engins les plus novateurs développés pendant le second conflit mondial. Les V2 furent fabriqués en série dans d'effroyables conditions, par des déportés du camp de concentration de Dora, dans l'usine souterraine Mittelwerk située au cœur de l'Allemagne en Thuringe.

En mars 1943 commence la construction des bâtiments bétonnés à Eperlecques, dans le nord de la France. Mais le 27 août, le chantier essuie un violent bombardement. Par précaution, le site est réinstallé à Wizernes à 20km, dans une vaste carrière de craie dont la base peut être creusée afin d'abriter dans des galeries de 7 km un nombre important de V2 en attente de leur lancement. La partie centrale doit être aménagée pour la préparation des tirs en position verticale. Les caractéristiques techniques de la fusée sont de 14m de longueur, un diamètre de 1,70m et un poids de 12,8 tonnes. Dans son ogive se trouve une tonne d'explosifs. 8 tonnes de carburant sont nécessaires à son lancement.

Pour mettre l'ensemble des fusées à l'abri des bombardements ennemis, une immense coupole en béton armé est réalisée. D'une dimension de 72m de diamètre sur 5,5m d'épaisseur, sa masse totale est de 55 000 tonnes.

Les travaux sont confiés à l'organisation TODT en octobre 1943.

Quant à la main d'oeuvre, elle est composée d'ouvriers allemands dont des mineurs westphaliens et des travailleurs forcés, en particulier des prisonniers de guerre russes et polonais. L'organisation du travail est constituée de trois équipes qui se relaient jour et nuit.

Le musée © DR



Fusée V2 © DR

Les Anglais, qui ont eu connaissance du projet, bombardent intensivement le site de Wizernes. Malgré les 3000 bombes larguées de mars à septembre 1944, la coupole ne subit guère de dommages. L'ouvrage est pourtant abandonné par les Allemands en juillet 1944 à l'approche des troupes alliées.

Aucun missile V2 n'a été tiré depuis la Coupole, mais plus de 3000 de ces engins de mort sont lancés depuis des bases mobiles établies en Hollande et frappent Londres et Anvers jusqu'en 1945.

La Coupole est un site exceptionnel où aurait pu se jouer le destin de l'Europe.

Par sa masse écrasante, par le caractère souterrain de ses installations, par la souffrance des travailleurs forcés qui l'ont édifiée, la Coupole constitue un lieu symbolique de l'oppression nazie.

Abandonnée pendant plus d'une cinquantaine d'années, la Coupole est transformée dans les années 1997 en un ensemble muséographique exceptionnel pour en faire un Centre d'Histoire et de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, ce musée propose des circuits thématiques, des projections de films, des expositions temporaires, complétés par l'existence d'un planétarium en format 3D depuis 2012, sur l'an-

cienne base de lancement des fameuses fusées V2. Oui, la Coupole est un site exceptionnel qu'il faut vraiment découvrir !

En 2000, M. Roger Bourderon, historien, en a parlé ainsi :

« Inscrit dans une logique de rapprochement des peuples et dans la volonté de mettre l'histoire à portée des plus jeunes et des non-spécialistes, superbement servie par la muséographie, la Coupole, ce lieu de mort connu pour semer la terreur, se tourne vers l'avenir et respire ainsi la vie. C'est sans doute le plus bel hommage que l'on pouvait rendre aux victimes du nazisme et à ceux qui ont lutté contre lui. »

C'est toujours un grand moment de revenir à la Coupole et de découvrir de nouveaux espaces muséaux et thématiques.

Un grand merci à Mme Gournay ainsi qu'à M. Laurent Thiery et l'ensemble du personnel pour leur chaleureux accueil. ■

Jean Michel Roth,  
AMAM et AFMD 67



La Coupole devenue musée © DR

## Un Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe



Alain Lamassoure © Revue L'Histoire

Au cours de mes trente années dans la politique européenne, j'ai acquis la conviction que connaître l'histoire de nos voisins était la condition nécessaire d'une amitié durable. L'enquête que j'ai coordonnée il y a deux ans m'a conforté dans l'idée que la montée des nationalismes s'expliquait en partie par les défaillances de l'histoire scolaire : baisse des horaires consacrés à la discipline, place insignifiante accordée à l'histoire de la construction européenne, retour en force des récits nationaux, absence de concertation entre États. Le projet d'Observatoire soumis en 2019 par la présidence française au Conseil de l'Europe visait à y remédier.

Malgré les difficultés dues à la crise sanitaire, l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe a été officiellement inauguré en novembre 2020 et compte aujourd'hui dix-sept États membres (dont la France, l'Espagne, la Russie et la Turquie).

La mission principale de l'Observatoire est de proposer un état des lieux régulier sur l'enseignement de l'histoire en Europe (méthodes, contenus, horaires, etc.). Le premier rapport est prévu pour l'automne 2022 et sera discuté dans une série de rencontres réunissant des universitaires, des associations professionnelles, des politiques. Mon souhait, c'est que sa publication provoque une prise de conscience collective sur l'état de l'enseignement de l'histoire en Europe, un « choc PISA » de l'histoire, débouchant sur un aggiornamento généralisé. L'objectif n'est pas de produire une histoire commune — rien d'un roman national européen ! — mais bien au contraire de favoriser le croisement, voire la confrontation des regards sur le passé. Mon rêve, c'est que d'ici dix ans on puisse organiser un concours de la « journée de l'histoire de l'Europe » auquel participeraient tous les lycéens du continent. ■

Alain Lamassoure,  
Propos recueillis par L'Histoire n°488 d'octobre 2021

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Claude Mitschi,  
Philippe Schuhler et Gérard Zippert.

Rédaction : Jean Bézard, Sabine Bierry, Jean-François Eck, Laurence Jost-Lienhard, Alain Lamassoure, Claude Mitschi, Jean-Marie Montavon, Guillaume Pellenard, Jean-Michel Roth, Marcel Spisser.

Réalisation : CANDIDE

Impression : Gyss / Photos : D.R.  
Dépôt légal : avril 2022  
N° ISSN 2678-0119

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM

Président Marcel Spisser  
Trésorier Philippe Schuhler  
amam.schirmeck@laposte.net

[www.memorial-alsace-moselle.com](http://www.memorial-alsace-moselle.com)

L'AMAM est soutenue par :



et les 260 communes adhérentes

## Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhère à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à : Marcel Spisser / 46, rue de Ribeauvillé / 67100 Strasbourg / [spissercatherine@aol.com](mailto:spissercatherine@aol.com)

NOM ..... PRÉNOM .....

ASSOCIATION ou COMMUNE .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

TÉL..... EMAIL.....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de ..... €

à ..... le ..... signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques  
20€ pour les établissements scolaires  
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants  
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1 000 habitants  
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants  
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants  
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants